

20 16

RAPPORT ANNUEL

*Des savoir-faire au
service de votre avenir*



EXPERTISE
FRANCE

PAYS D'INTERVENTION EN 2016

MULTIZONE

4%
DE L'ACTIVITÉ

AFRIQUE DU NORD
ET MOYEN-ORIENT

24%
DE L'ACTIVITÉ

AMÉRIQUES
ET CARAÏBES

1%
DE L'ACTIVITÉ

EUROPE

8%
DE L'ACTIVITÉ

AFRIQUE
SUBSAHARIENNE

56%
DE L'ACTIVITÉ

ASIE
7%
DE L'ACTIVITÉ

CHIFFRES CLÉS

121 M€
DE VOLUME D'ACTIVITÉ

+ DE **100**
PAYS D'INTERVENTION

+ DE **500** PROJETS

251
SALARIÉS AU SIÈGE

63 000
JOURS D'EXPERTISE
DÉLIVRÉS CHAQUE ANNÉE

NOS ACTIVITÉS

15%
Lutter contre le dérèglement
climatique et soutenir le
développement urbain durable

26% Renforcer les systèmes
de santé, la protection sociale,
l'emploi et l'éducation

23%
Renforcer la gouvernance démocratique,
économique et financière

36%
Contribuer à la stabilisation
des pays fragiles et à la sécurité

NOS BAILLEURS

36%
Union européenne

17%
Ministères français

12% Fonds mondial

8%
Autres financements étrangers

16% ONU

8% AFD

3% Autres

NOS PARTENAIRES

Expertise France intervient
seule ou en consortium avec
des opérateurs publics ou privés,
français, européens ou
internationaux.

Expertise France est une agence de conception et de mise en œuvre de projets de coopération technique internationale.

L'agence répond aux besoins d'expertise de pays partenaires dans les principaux domaines de l'action publique : gouvernance, sécurité, climat et développement humain.

ASIE
7%
DE L'ACTIVITÉ

NOS PARTENAIRES

Expertise France intervient seule ou en consortium avec des opérateurs publics ou privés, français, européens ou internationaux.

L'EXPERTISE FRANÇAISE

DÉPLOYÉE DANS **PLUS DE 100 PAYS**

01 UNE AGENCE DE NIVEAU EUROPÉEN

- P. 06 _ Avant-propos du président du conseil d'administration et du directeur général
- P. 08 _ Notre métier
- P. 10 _ Notre présence dans le monde
- P. 12 _ Nos bailleurs
- P. 14 _ Nos partenaires
- P. 16 _ Nos faits marquants 2016

02 UNE EXPERTISE PLURISECTORIELLE

- P. 20 _ Renforcer la gouvernance des États
- P. 26 _ Anticiper les crises, gérer les risques
- P. 30 _ Lutter contre le dérèglement climatique
- P. 34 _ Agir pour la santé et le développement humain

03 DES PERSONNELS ENGAGÉS

- P. 44 _ Nos équipes
- P. 46 _ Conseil d'administration
- P. 47 _ Organigramme

04 DES RÉSULTATS EN CROISSANCE

- P. 50 _ Actif
- P. 51 _ Passif
- P. 52 _ Compte de résultat

01

UNE AGENCE DE NIVEAU EUROPÉEN

Deux ans après sa création en 2015, Expertise France s'est imposée comme un acteur de référence de la coopération technique internationale française et européenne. Elle s'est appuyée pour cela sur trois avantages comparatifs majeurs : une compétence plurisectorielle couvrant la plupart des domaines de la coopération, un accès privilégié à l'expertise publique française, et des méthodes d'intervention éprouvées, centrées sur le transfert de savoir-faire entre praticiens.

Forte de ces atouts, l'agence a poursuivi sa montée en puissance en 2016. Cette année a été marquée par un renforcement des liens avec les institutions européennes, par une hausse de la commande publique française et par un développement de ses partenariats stratégiques avec les acteurs publics et privés.

*Une agence de mise en œuvre
de la politique de développement
française et européenne*





JEAN-CHRISTOPHE DONNELLIER

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

En 2016, seconde année de la réforme de l'expertise technique voulue par la loi du 7 juillet 2014, Expertise France a poursuivi sa construction, condition première du succès de la réforme. L'agence a su reprendre les projets de ses six prédécesseurs, en terminer certains et en gagner de nouveaux qui vont alimenter le portefeuille de cette année. Elle a pu aussi développer ses relations avec les autres opérateurs spécialisés et initier plusieurs partenariats avec les fournisseurs d'expertise publique française. Son rôle d'opérateur de référence

s'affirme ainsi et s'affirmera d'autant plus qu'elle pourra faire vivre et s'épanouir ces relations de travail. Parallèlement se mettent en place en interne les éléments structurants de l'activité, le contrôle interne, gage de maîtrise des risques, le système d'information, garant de l'efficacité de notre action, et la GRH, qui doit assurer à l'avenir une gestion de notre capital le plus précieux dans une entreprise de l'immatériel, notre personnel ! Ce doit être aujourd'hui les priorités de notre action.

« Notre capital le plus précieux dans une entreprise de l'immatériel, notre personnel ! »



SÉBASTIEN MOSNERON DUPIN

DIRECTEUR GÉNÉRAL

En deux ans d'activité, Expertise France s'est positionnée comme un acteur incontournable de la coopération technique française et européenne. Un succès collectif porté par l'investissement exceptionnel de nos équipes.

L'agence a su démontrer la plus-value de l'expertise technique française pour accompagner nos partenaires du Sud dans la mise en place de politiques publiques de qualité qui répondent aux nombreux défis posés notamment par la récurrence des crises politiques et humanitaires, la montée du terrorisme et les enjeux liés aux dérèglements climatiques.

L'agence accomplit ainsi pleinement son double mandat de solidarité et d'influence. Elle rassemble aujourd'hui 75 % du chiffre d'affaires de l'activité de l'expertise technique publique française à l'étranger.

Après une année de fusion, 2016 a été une année de développement et de consolidation : développement de nouveaux projets qui expliquent le niveau des prévisions de 2017 avec 27 % de croissance après les 5 % de 2016 ; consolidation avec le premier accord d'entreprise qui parachève la fusion et le lancement de nombreux chantiers internes, structurants pour la qualité des prestations de l'agence.

Plus que jamais notre priorité est la qualité : qualité des conditions de travail, qualité de notre offre de service, qualité enfin de nos relations avec l'ensemble de nos partenaires, bénéficiaires, bailleurs, experts, ministères et autres opérateurs de la coopération technique internationale.

« Plus que jamais notre priorité est la qualité »

Avant-propos

NOTRE MÉTIER

Agence publique, placée sous la double tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du ministère de l'Économie, Expertise France est un acteur de solidarité et d'influence.

Sur le terrain, Expertise France accompagne, conseille et assiste les pays partenaires dans la conception et la conduite de politiques publiques de qualité. L'agence conçoit des projets d'assistance technique sur mesure et assemble les savoir-faire nécessaires à leur mise en œuvre. Elle le fait dans une logique de partenariat, répondant aux besoins des pays bénéficiaires, dans le cadre des priorités de la politique française et européenne de développement et de solidarité internationale.



Faire dialoguer les savoir-faire

L'approche du développement a profondément évolué ces dernières décennies. Malgré les progrès réalisés en matière de lutte contre la pauvreté, d'accès à la santé ou à l'éducation, les inégalités persistent et, parfois, se creusent, aggravées par les dérèglements climatiques ou l'émergence de nouveaux conflits. Dans ce contexte, le renforcement de la gouvernance des pays partenaires et la qualité de leurs politiques publiques constituent des priorités.

Expertise France est née en 2015 pour répondre à ces enjeux. Sa plus-value est de pouvoir, pour chaque projet, assembler des compétences plurielles, mobiliser des praticiens expérimentés, créer des coalitions d'acteurs et s'inscrire sur le long terme.

Ses projets bénéficient à une large palette d'acteurs : administrations centrales et régionales, organismes publics, société civile, secteur privé...

L'agence intervient à tous les stades d'un projet de coopération technique :

- identification des besoins, en étroite concertation avec les partenaires ;
- conception d'un projet qui réponde au mieux à ces besoins et aux spécificités locales ;

- assemblage des savoir-faire et mobilisation de l'expertise la plus pertinente ;
- mise en œuvre d'actions concrètes visant à renforcer durablement stabilité et développement des partenaires.

Ses interventions sont multiples : conseil, mise à disposition d'expertise court et long terme, organisation d'ateliers, séminaires, formations, visites d'études. Elle intervient en appui à la maîtrise d'ouvrage (ministères nationaux, organismes publics, services déconcentrés, hôpitaux, universités, etc.), peut apporter assistance directe aux populations, fourniture d'équipements, superviser la réalisation d'infrastructures, etc.

L'agence accorde une place essentielle au transfert de savoir-faire entre praticiens des politiques publiques. Elle favorise les échanges entre pairs et entre institutions. Elle mobilise des expertises issues aussi bien de la sphère publique que de la sphère privée, du Nord que du Sud, de la société civile ou des entreprises. En ce sens, Expertise France contribue à faire dialoguer les savoir-faire dans tous les secteurs et les géographies de la coopération au développement.



Agir sur tous les fronts

L'agence intervient dans tous les domaines de la coopération technique : la gouvernance démocratique, économique et financière, la sécurité et la stabilité, le climat et le développement humain. Elle peut le faire partout dans le monde, en accordant une attention particulière au continent africain et aux autres géographies prioritaires de la coopération au développement.



TRANSVERSALITÉ

Expertise France est une agence plurisectorielle. Elle est capable de développer des projets complexes répondant à des besoins pluriels : assurer un continuum sécurité-développement, sauvegarder la propriété foncière tout en développant une agriculture durable... Elle peut intervenir dans tous les pays où s'exprime un besoin d'assistance technique, à tous les niveaux ; du plus local au régional, selon une approche systémique.



PARTENARIAT

Ses projets sont co-construits et conduits avec les pays et institutions partenaires afin de répondre à leurs besoins. Ils s'appuient sur le savoir-faire des principaux acteurs de la coopération française et européens. L'Allemagne constitue à cet égard un partenaire privilégié de ses actions sur le terrain. Ils se développent également de plus en plus en partenariat avec et entre pays du Sud.



LONG TERME

Son action contribue à renforcer la pérennité des institutions, au bénéfice des populations, afin de répondre aux défis majeurs posés par un contexte de crises géopolitiques et humanitaires, de montée du terrorisme et d'incidences liées au dérèglement climatique. Elle s'inscrit dans la durée en s'appuyant sur un compagnonnage entre institutions du Nord et du Sud. Elle permet enfin de renforcer la redevabilité des institutions vis-à-vis des populations et des bailleurs de l'aide au développement.

Focus

Les experts techniques internationaux (ETI)

Expertise France assure la mise en œuvre et l'animation des missions d'expertise technique internationale, notamment dans le cadre du transfert du dispositif d'assistance technique du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères à Expertise France. Ces experts techniques internationaux sont déployés au sein des ministères, organisations internationales, organisations régionales, centres de recherche, établissements scolaires et universitaires, réseau de l'Institut Pasteur... Depuis 2016, l'agence assure ainsi le recrutement et le suivi de plus de 140 experts techniques internationaux dans 66 pays.

NOTRE PRÉSENCE DANS LE MONDE

Conduits en Afrique et au Moyen-Orient, en Europe, en Asie ou en Amérique latine, les projets d'assistance technique portés par Expertise France couvrent les cinq continents. Un rayonnement qui s'appuie sur un vaste réseau de partenaires et d'experts et sur un positionnement stratégique au cœur du dispositif européen de coopération technique.

Intervenir sur le terrain

Expertise France intervient dans une centaine de pays et déploie, dans une cinquantaine d'entre eux, des experts et des équipes projets qui concourent à la mise en œuvre de son activité de coopération. Elle dispose en outre de représentants à Bruxelles, Hanoï, Abidjan et Tunis.

Cette présence sur le terrain, au plus près des bénéficiaires, favorise une mise en œuvre agile, une bonne connaissance des enjeux de développement propres à chaque pays et contribue à la recherche de complémentarités avec les autres membres de l'équipe France. Les implantations de l'agence à l'étranger sont des structures souples qui répondent à des besoins opérationnels et traduisent le dynamisme d'une activité en croissance.

L'agence travaille en étroite concertation avec le réseau diplomatique français, dont le soutien est indispensable au bon déroulement de son activité. Elle coopère aussi avec les autres membres de l'équipe France sur le terrain (AFD, IRD, CIRAD, etc.) et avec les opérateurs européens et les délégations de l'Union européenne.

Elle s'appuie enfin sur un vaste réseau de partenaires locaux et entretient des relations régulières et approfondies tant avec les administrations locales qu'avec les représentants de la société civile.

**Agir au plus près
des besoins avec
nos partenaires**



**ÉLISABETH
BETON DELÈGUE**

AMBASSADEUR
DE FRANCE EN HAÏTI

« **Nouer des liens
pérennes entre
praticiens** »

Quels sont les enjeux de développement en Haïti ?

Instabilité politique, inégalités abyssales, absence de structures étatiques, vulnérabilité climatique... Tous les défis sont majeurs. Dans leur feuille de route, la France et l'Union européenne ont identifié quatre secteurs d'assistance prioritaires : l'éducation, le développement urbain, la sécurité alimentaire et le renforcement institutionnel.

En quoi la mobilisation d'expertise publique apporte-t-elle une plus-value face à ces défis ?

Elle est essentielle pour renforcer l'État et améliorer la gouvernance, deux conditions indispensables à la stabilisation du pays. Grâce à Expertise France, les Haïtiens sont accompagnés par des fonctionnaires et des praticiens

de la chose publique, des homologues plongés dans le même quotidien qu'eux et avec lesquels ils peuvent nouer des liens pérennes. C'est cette combinaison de relations humaines et institutionnelles qui permettra aux institutions haïtiennes de concevoir et de mettre en œuvre des politiques publiques efficaces.

Quelles sont les perspectives de l'assistance technique française en Haïti ?

La proximité des territoires français des Amériques amène Expertise France à s'intéresser au potentiel de l'expertise ultramarine et à sa valeur ajoutée dans le contexte caribéen. Les résultats des premières expériences d'assistance technique menées dans la région confirment la pertinence de cette réflexion. Les autorités haïtiennes aussi bien nationales que locales sont conscientes des limites de l'approche projet et des solutions importées.



- L'Assemblée générale annuelle du Practitioners' Network. -

Focus

Notre ambition européenne

L'activité d'Expertise France s'appuie largement sur des financements européens qui représentent près de 40 % de son chiffre d'affaires et sur un partenariat avec les principales agences européennes au sein de consortiums.

La représentation d'Expertise France à Bruxelles contribue à accroître significativement la visibilité de cette ambition européenne.

PROMOUVOIR L'AGENCE COMME UN ACTEUR CLÉ DE LA COOPÉRATION EUROPÉENNE

Expertise France est désormais identifiée comme un des principaux acteurs publics de la coopération technique à Bruxelles. Les relations établies avec la Commission européenne – en particulier les équipes de la direction générale pour la Coopération internationale et le Développement (DG DEVCO), de la direction générale pour le Voisinage et les Négociations d'élargissement (DG NEAR) et des fonds fiduciaires – ont permis de fluidifier les échanges opérationnels et d'accroître la visibilité de l'agence.

L'équipe de Bruxelles contribue par ailleurs activement aux travaux du Practitioners' Network, le réseau des agences européennes de coopération, qui a permis la reconnaissance du rôle essentiel des agences de mise en œuvre des États membres dans la politique de coopération européenne, et la nécessaire égalité de traitement avec les organisations internationales.

ACCOMPAGNER ET SOUTENIR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE

L'année 2016 a également permis à la représentation d'affirmer son rôle clé dans l'accompagnement des départements opérationnels d'Expertise France sur l'ensemble des sujets européens. Elle a assuré la sélection et la diffusion des informations de programmation financière de l'Union européenne, la veille de ses orientations politiques et stratégiques, l'organisation de visites et l'identification des interlocuteurs pertinents au sein des institutions, la représentation des départements auprès de nos partenaires et la recherche d'opportunités.

TRAVAILLER AU SEIN DE LA REPRÉSENTATION PERMANENTE DE LA FRANCE

La situation privilégiée de l'agence au sein de la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne a permis de tisser des liens étroits avec les conseillers en charge des questions de financement extérieur, de développement et de sécurité. Ces liens favorisent un échange mutuel et régulier d'informations, la cohérence du positionnement français et la promotion de l'offre publique d'assistance technique française auprès des institutions européennes.

NOS BAILLEURS

Acteur de référence de la coopération technique française, Expertise France travaille étroitement avec les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux. Depuis 2016, la part des financements multilatéraux dans le portefeuille de l'agence est de plus de 75 % ; l'activité s'est tout particulièrement développée sur financements européens.

Un développement sur financements internationaux

La France destine 40 % de son aide publique au développement nette à l'aide multilatérale. Elle est le troisième contributeur au budget de l'Union européenne et le deuxième du Fonds européen de développement. C'est la raison pour laquelle son opérateur de coopération technique est pleinement mobilisé dans la mise en œuvre de politiques et de programmes de coopération au développement conduits par les bailleurs de fonds internationaux, en particulier l'Union européenne.

DES LIENS CONSOLIDÉS AVEC L'UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne est le premier partenaire financier d'Expertise France. En 2016, elle a financé près de 40 % de son activité pour un montant de 46,5 millions d'euros.

Expertise France est ainsi rapidement devenue l'une des principales agences de mise en œuvre de la coopération européenne. Elle participe à la construction d'une politique européenne du développement en partenariat avec d'autres agences des États membres, en particulier la GIZ allemande.

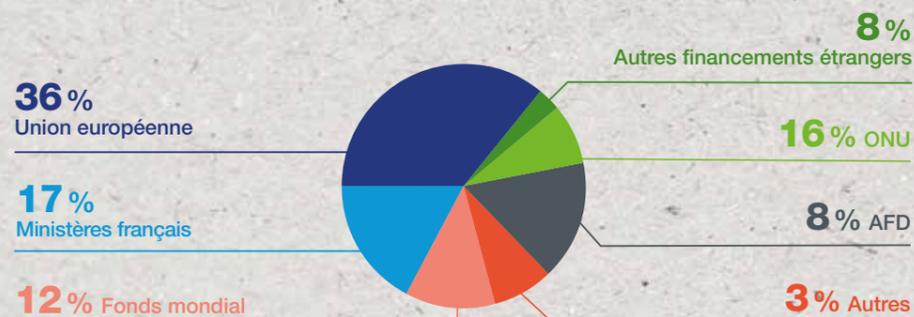
DES LIENS AVEC LES PRINCIPAUX BAILLEURS INTERNATIONAUX

Expertise France a réalisé 8,7 millions d'euros d'activité sur des financements provenant de bailleurs de fonds non communautaires en 2016.

L'agence a en effet mis en œuvre des projets financés par les Nations unies, la Banque mondiale et d'autres banques de développement régionales. Elle a également développé des liens avec d'autres financeurs influents comme le DFID britannique, la JICA japonaise, la Fondation Aga Khan ou la Banque islamique de développement.



Contributions à l'activité d'Expertise France en 2016



Des financements bilatéraux en croissance

Les financements octroyés dans le cadre bilatéral français contribuent à ce que les activités d'Expertise France puissent se positionner sur les secteurs et les géographies prioritaires des pouvoirs publics français. Ils proviennent de la commande publique des ministères français et de l'Agence française de développement (AFD).

UNE COMMANDE PUBLIQUE EN HAUSSE

En 2016, la commande publique a représenté 17 % du volume d'affaires mis en œuvre par Expertise France. Elle est financée à travers les programmes gérés par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), la direction générale du Trésor, et le ministère des Solidarités et de la Santé, ainsi que l'Initiative 5%.

UN PARTENARIAT RENFORCÉ AVEC L'AFD

En 2016, la part des financements de l'activité d'Expertise France en provenance de l'AFD représentait 8 % de ses financements. Le renforcement de cette coopération constitue dès lors un enjeu stratégique pour l'efficacité et l'impact de l'aide publique française. Ce renforcement est à développer en particulier dans le domaine de la gouvernance démocratique, économique et financière, dans les secteurs du développement durable, et pour assurer le continuum sécurité-développement dans les pays en situation de fragilité.



STEFANO MANSERVIGI

DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE LA DG DEVCO
DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

« *Expertise France*
est devenu un acteur
reconnu
de la coopération
européenne »

Malgré l'ampleur et la variété des défis qui leur font face, l'Union et ses États membres ont démontré en 2016 leur capacité à proposer des solutions ambitieuses et collectives à la hauteur des enjeux de l'aide au développement. Pour la quatrième année consécutive, l'aide publique européenne au développement est en augmentation. Elle atteint un niveau inédit et conforte son rôle de premier bailleur de fonds en matière d'aide au développement de l'Union européenne. 2016 fut également la première année de mise en place du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique : il vise à apporter des solutions durables à l'instabilité et au manque de perspectives économiques et à promouvoir la paix, la stabilité et la création d'emplois.

Ces efforts collectifs se traduisent par l'excellente collaboration et le dialogue dynamique qu'entretient la direction générale pour la Coopération internationale et le Développement avec les agences des États membres et notamment avec Expertise France qui, en deux ans d'existence, est devenue un acteur reconnu de la coopération européenne. Mes équipes et moi-même sommes très heureux d'avoir accompagné l'arrivée d'un nouvel acteur et continuerons à soutenir la dynamique que porte Expertise France en contribuant à ses activités.

Les défis qui nous attendent sont nombreux et je suis confiant dans la capacité de nos partenaires à se montrer à la hauteur. Les discussions pour une mise en œuvre conjointe, plus inclusive et efficace, portée par le Réseau des praticiens et le nouveau Consensus européen pour le développement, seront l'opportunité de poursuivre et d'approfondir cette collaboration.

NOS PARTENAIRES

La création d'Expertise France a permis de faire émerger un ensemble de la coopération technique française, européenne et internationale. Les projets que l'agence conçoit et met en œuvre depuis 2015 s'appuient sur les meilleurs savoir-faire. Une ambition qui repose sur un large réseau de partenaires et une approche fondée sur le compagnonnage entre praticiens.

Assembler des compétences plurielles

Pour mettre en œuvre les projets qui lui sont confiés, Expertise France agit le plus souvent dans le cadre de consortiums. Sa méthodologie : fédérer des expertises diversifiées dans le cadre d'un projet conçu sur mesure pour répondre à la spécificité de chaque besoin.

MOBILISER LES BONS EXPERTS

La mobilisation de l'expertise publique, principalement issue des ministères, institutions et organismes publics, avec le soutien éventuel de certains opérateurs sectoriels, constitue le cœur de l'activité d'Expertise France. Cet avantage comparatif lui permet de répondre efficacement aux besoins d'assistance technique des pays et des administrations. Les exemples sont nombreux : mobilisation de l'INSEE pour développer un outil de comptabilité nationale pour les pays d'Afrique francophone ; mobilisation de l'IGAS dans le domaine de la santé en Côte d'Ivoire ; de l'APHP pour appuyer le renforcement d'une école en santé publique en Afrique centrale. Dans le domaine de la réforme de l'État : expertise de la DGAFF en appui au Gouvernement libanais ; du Centre national de la fonction publique territoriale sur des projets de décentralisation au Mali et en Tunisie. En matière de sécurité-stabilité, l'agence recourt à l'expertise provenant des directions des ministères de l'Intérieur, de la Défense, mais aussi du CEA et du SGDSN. En matière d'éducation et d'emploi, l'agence mobilise, en République centrafricaine, les fonctionnaires de l'Éducation nationale en appui au Programme national de l'éducation ; en Côte d'Ivoire, elle fait appel à l'expertise de Pôle emploi afin de restructurer l'agence locale pour l'emploi des jeunes à Abidjan, etc.

L'agence associe aussi, en tant que de besoin, l'expertise privée à ses interventions. Depuis 2016, elle soutient par exemple la planification territoriale et urbaine au Bahreïn dans le cadre d'un consortium public-privé. Celui-ci rassemble trois sociétés d'ingénierie et d'architecture françaises : Arep Ville, Egis International et Setec Organisation.



- Visite d'étude en Tunisie. -

CRÉER DES COALITIONS INTERNATIONALES

Agence de taille européenne, Expertise France a la conviction que c'est en croisant les regards nationaux que se mènent les meilleurs projets d'assistance technique. La quatrième phase du programme MEDSTAT, que l'agence pilote depuis 2016, en lien avec l'INSEE, et dont l'objectif est de renforcer la production de statistique publique dans neuf pays méditerranéens, s'appuie ainsi sur l'expérience de six partenaires européens, dont l'Institut national pour les statistiques italien et le Bureau de statistique centrale hongrois. L'agence intervient également de plus en plus aux côtés de son partenaire allemand, la GIZ, notamment en matière de migrations, dans le cadre du soutien apporté aux pays accueillant les réfugiés des crises syriennes et irakiennes, en matière de statistiques, etc.

VALORISER LE SAVOIR-FAIRE DU SUD

Les pays en développement sont une source d'innovations mondialement reconnues, à l'image de la microfinance ou du *mobile banking*. Aussi Expertise France s'engage-t-elle chaque fois qu'elle le peut dans une coopération triangulaire incluant un partenaire du Sud.

L'équipe France

LES ADMINISTRATIONS, PARTENAIRES ESSENTIELS

L'agence associe les administrations à la construction et à la mise en œuvre de projets structurants à forte visibilité internationale. Elle assure par ailleurs la mise en œuvre d'une part essentielle de la coopération bilatérale des administrations. Enfin, elle poursuit son action en tant que principal gestionnaire de jumelages institutionnels européens. 41 projets ont ainsi été mis en œuvre par Expertise France en 2016 dans des domaines aussi variés que la culture en Tunisie, les transports en Serbie, le handicap en Algérie ou la recherche agricole en Égypte.

LE PARTENARIAT STRATÉGIQUE AVEC L'AFD

L'AFD et Expertise France interviennent dans le cadre des orientations stratégiques définies par l'État, en particulier leurs tutelles communes. Dans leur rôle de financeur de la coopération pour l'AFD et d'agence

de mise en œuvre de l'assistance technique pour Expertise France, les deux agences se sont efforcées de renforcer leurs synergies afin d'apporter un soutien plus efficace et ambitieux à la politique de coopération au développement.

L'année 2016 a été consacrée au rapprochement opérationnel entre les deux agences, avec une attention particulière accordée au domaine de la gouvernance.

LES AUTRES OPÉRATEURS PUBLICS

Expertise France a par ailleurs confirmé son rôle pivot au sein de l'équipe France à travers la création de consortiums avec les opérateurs spécialisés de la coopération technique française : renforcement de la protection civile en Côte d'Ivoire en partenariat avec CIVIPOL, relèvement et stabilisation en Centrafrique en collaboration avec Canal France International (CFI), renforcement de l'éducation de base au Niger aux côtés du Centre international d'études pédagogiques (CIEP), réforme du secteur de la justice avec JCI en Ukraine.



RÉMY RIOUX
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE L'AFD

« Une double valeur ajoutée pour les projets français de développement »

interview

Comment l'AFD et Expertise France collaborent-elles au quotidien ?

Nous travaillons en synergie sur les plans stratégique et opérationnel autour des thématiques transversales de l'aide au développement : gouvernance, climat, etc. L'AFD conçoit des projets avec ses partenaires du Sud, puis finance et accompagne les maîtrises d'ouvrage. Expertise France mobilise les expertises utiles au renforcement de nos partenaires et peut répondre à leur demande de savoir-faire français.

Comment envisagez-vous l'avenir de cette collaboration ?

Dans le cadre du renforcement de la coopération avec l'Afrique et la Méditerranée annoncé par la France, les financements de l'AFD en faveur du continent africain vont passer de

4 à 5 milliards d'euros par an d'ici 2021. Lutte contre les crises, notamment au Sahel, investissements dans les infrastructures et l'énergie, dont 50 % dans les énergies renouvelables, appui aux secteurs sociaux et à la gouvernance : dans tous ces secteurs, la collaboration entre nos agences est fondamentale pour que la France puisse tenir ses engagements.

Quels sont, selon vous, les prochains grands enjeux de l'aide au développement de la France ?

Sa contribution à la réalisation des Objectifs de développement durable. Dans ce cadre, l'expérience française est attendue dans plusieurs secteurs : protection sociale, éducation, villes durables, etc. Le partenariat entre l'AFD et Expertise France apporte une double valeur ajoutée aux projets français de développement.

NOS FAITS MARQUANTS 2016



JANVIER

Démarrage du Pan-African Statistics Programme, projet régional mis en œuvre par Expertise France qui vise à améliorer la qualité des données statistiques en Afrique.



JANVIER

Signature d'un contrat relatif à la politique d'aménagement urbain et territorial du Bahreïn, dans le cadre de l'Initiative franco-bahreïnienne sur la planification urbaine.



SEPTEMBRE

Démarrage d'EUROCLIMA+, troisième phase du projet de coopération régionale EUROCLIMA de l'UE, qui vise à soutenir les pays d'Amérique latine dans la mise en place de politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Expertise France est leader de la composante « Forêt et biodiversité » du projet.



SEPTEMBRE

Lancement d'un programme de réduction des risques liés à l'usage de la drogue dans huit provinces du Viêt Nam. Ce projet est mis en œuvre par l'ONG vietnamienne SCDI (Supporting Community Development Initiatives) et par Expertise France, via l'Initiative 5%.



JUIN

Lancement du projet d'appui au secteur privé agricole au Liban. Ce projet, confié à Expertise France par la délégation de l'UE au Liban, vise à soutenir les TPE et PME des filières fruits et de transformation du bois.



JUILLET

Lancement du projet 3R visant au Redéploiement des services déconcentrés, au Renforcement de la cohésion sociale et au Relèvement précoce en République centrafricaine et mis en œuvre par Expertise France.



OCTOBRE

Signature de GoGIN (Gulf of Guinea Inter-Regional Network), projet consacré au renforcement de la sûreté et de la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée. Expertise France assure la gestion, en coordination avec les organisations régionales et les États bénéficiaires.



OCTOBRE

Signature d'une convention de coopération technique dans le domaine de l'e-santé entre, d'une part, le réseau CATEL et Expertise France et, d'autre part, le ministère de la Santé et le ministère des Affaires sociales tunisiens, l'ambassade de France en Tunisie et l'AFD.



SEPTEMBRE

Signature du projet d'appui à la Cour des comptes du Viêt Nam. Financé par l'UE et la coopération suisse, ce projet a pour objet de renforcer la Cour dans sa mission de supervision des comptes publics.



SEPTEMBRE

Lancement de SOCIEUX+, une facilité d'expertise en emploi, travail et protection sociale gérée par Expertise France. Le projet vise à accompagner les États partenaires dans la mise en œuvre de leurs politiques pour l'emploi ou dans la réforme et le développement de leur système de protection sociale.



OCTOBRE

Lancement de MEETAfrica, projet coordonné par Expertise France en partenariat avec Campus France, l'IRD et la GIZ allemande. Il a pour objectif d'accompagner 80 jeunes Africains, diplômés de l'enseignement français ou allemand, dans la création de leur entreprise.



DÉCEMBRE

Démarrage en novembre 2016 d'EUROsociAL+, troisième phase du programme EUROsocial consacré au renforcement de la cohésion sociale en Amérique latine. Expertise France coordonne et met en œuvre les activités de la thématique « Genre ».

02

UNE EXPERTISE PLURISECTORIELLE

De la gouvernance environnementale en Tunisie à la planification urbaine au Bahreïn, l'année 2016 a été marquée par d'ambitieux projets de coopération. Elle a notamment été rythmée par le démarrage de quatre grandes initiatives européennes : le projet AMMi, pour mieux répondre aux flux migratoires mixtes en Afrique de l'Est ; la facilité SOCIEUX+, qui favorise le partage de bonnes pratiques en matière d'emploi et de protection sociale à l'échelle mondiale ; le projet GoGIN, qui contribue à renforcer la sécurité et la sûreté

maritimes dans le golfe de Guinée ; et le programme MEDSTAT, qui doit permettre de consolider les systèmes et les instituts nationaux de statistiques dans neuf pays méditerranéens.

Comme chaque année, l'agence a également assuré la mise en œuvre de l'Initiative 5%, contribution indirecte de la France au Fonds mondial.

*Une présence sur tous
les fronts prioritaires de
la coopération au développement*



Renforcer la gouvernance des États



Expertise France contribue à développer et à structurer les institutions qui participent au renforcement des processus démocratiques et au développement économique et social.

Depuis 2016, l'agence coordonne un jumelage destiné à appuyer la jeune Assemblée nationale tunisienne. Elle intervient dans dix pays d'Afrique de l'Est pour répondre aux défis des flux migratoires mixtes. En République démocratique du Congo, elle soutient la modernisation du système de finances publiques. En Libye, elle favorise la construction d'un écosystème favorable à l'initiative entrepreneuriale. Elle contribue enfin à renforcer et à harmoniser les données statistiques publiques produites dans neuf pays du bassin méditerranéen.

- P. 21 _ Consolider la jeune démocratie tunisienne
- P. 22 _ Répondre aux flux migratoires mixtes en Afrique de l'Est
- P. 23 _ Moderniser la gouvernance financière publique en RDC
- P. 24 _ Encourager la reprise économique en Libye
- P. 25 _ Fiabiliser les statistiques publiques dans le bassin méditerranéen

GOVERNANCE DÉMOCRATIQUE

Renforcement des administrations centrales, appui à la décentralisation et à la déconcentration, promotion de stratégies de formation... Expertise France intervient auprès de nombreuses institutions et administrations pour accompagner les processus de réforme et de modernisation de l'État.

CONSOLIDER LA JEUNE DÉMOCRATIE TUNISIENNE

BÉNÉFICIAIRE
TUNISIE

ANNÉE DE DÉMARRAGE
2016

DURÉE
3 ANS

BUDGET
1,6 M€

BAILLEUR
UNION EUROPÉENNE

PARTENAIRES
ASSEMBLÉE NATIONALE
FRANÇAISE, CHAMBRE
DES DÉPUTÉS ITALIENNE

La « révolution de jasmin » de 2010-2011 a permis d'instaurer un État de droit en Tunisie. Celui-ci est aujourd'hui incarné par l'Assemblée des représentants du peuple : fondée par la Constitution de 2014, cette institution est la seule détentrice du pouvoir législatif.

Renforcer les capacités de l'Assemblée des représentants du peuple

En avril 2016, la Tunisie a conclu un jumelage avec l'Union européenne pour renforcer les capacités de cette jeune institution. Les objectifs sont multiples : garantir ses capacités à légiférer et à contrôler le Gouvernement, assurer son autonomie administrative et financière, optimiser la gestion de ses ressources humaines, soutenir sa communication avec les citoyens...



Coordonner l'expertise de 6 pays européens

Pour relever ces défis, le jumelage prévoit 800 journées d'expertise. Elles sont coordonnées par Expertise France en lien étroit avec l'Assemblée nationale française et la Chambre des députés italienne. Une centaine d'experts issus de ces institutions mais aussi d'autres assemblées européennes (sénats français et italien, Bundestag allemand, Assemblée nationale hongroise, Chambre des députés tchèque et Parlement hellénique) participent à ces échanges.



MIGRATIONS

Les migrations sont un enjeu majeur de développement pour les pays de départ, de transit et de destination. Pour favoriser leur bonne gouvernance, Expertise France promeut une approche intersectorielle centrée sur la protection des personnes et la défense des droits de l'homme.

RÉPONDRE AUX FLUX MIGRATOIRES MIXTES EN AFRIQUE DE L'EST

BÉNÉFICIAIRES
AFRIQUE DE L'EST
ET YÉMEN

ANNÉE DE DÉMARRAGE
2016

DURÉE
36 MOIS

BUDGET
6 M€

BAILLEUR
UNION EUROPÉENNE

PARTENAIRES
OIM, DRC, RMMS



- Atelier de travail à Djibouti sur la vulnérabilité des migrants. -

L'Afrique de l'Est est marquée par des flux migratoires mixtes de grande ampleur. Ceux-ci se composent de réfugiés et de migrants en situation irrégulière qui empruntent les mêmes routes mais dont les motivations et les besoins sont variés. Pour améliorer la gouvernance des migrations dans la région, l'Union européenne finance depuis janvier 2016 le projet AMMi (Addressing Mixed Migration Flows in Eastern Africa, en anglais). Il s'inscrit dans le cadre du processus de Khartoum, un dialogue politique visant à renforcer la coopération entre les pays d'origine, de transit et de destination des migrants.

Une vaste couverture géographique

Mis en œuvre par Expertise France, le projet AMMi cible dix pays : Djibouti, l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, la Somalie, le Soudan, le Soudan du Sud et le Yémen. Son objectif est triple : renforcer les centres d'accueil pour les migrants, accompagner les autorités nationales dans la lutte contre la traite et le trafic d'êtres humains, et apporter un soutien spécifique et durable aux mineurs migrants non accompagnés.

Un consortium d'ampleur internationale

Ce projet est conduit en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) et les administrations publiques européennes. Il bénéficie notamment de l'expertise de la direction de la Coopération internationale (DCI) du ministère de l'Intérieur français, ainsi que de celle des Carabiniers.

FINANCES PUBLIQUES

La modernisation et le renforcement des systèmes de finances publiques jouent un rôle fondamental dans le processus de développement. Pour Expertise France, l'objectif est double : favoriser une collecte juste et efficace de l'impôt et contribuer à une gestion efficiente des deniers publics.

MODERNISER LA GOUVERNANCE FINANCIÈRE PUBLIQUE EN RDC

BÉNÉFICIAIRE
RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO

ANNÉE DE DÉMARRAGE
2015

DURÉE
36 MOIS

BUDGET
4 M€

BAILLEURS
AFD, RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO (C2D)

En juillet 2013, un contrat de désendettement et de développement a pour la première fois été conclu entre la France et la République démocratique du Congo (RDC). Éducation, formation professionnelle, eau potable... Cet accord prévoit de soutenir la RDC sur des secteurs clés, essentiels à une croissance économique durable.

Optimiser la gestion des finances publiques congolaises

Gérée par Expertise France depuis juillet 2015, la composante « Gouvernance financière » de ce contrat vise à moderniser la gestion des finances publiques congolaises. Elle prévoit trois grands chantiers : interconnecter les systèmes d'information pour améliorer et sécuriser la collecte des ressources de l'État, appuyer la réforme budgétaire et, enfin, accompagner la jeune École nationale d'administration congolaise (ENA-RDC) dans la sélection et la formation des futurs hauts fonctionnaires du pays.

Mobiliser l'expertise du ministère de l'Économie français

Pour mettre en œuvre ces différents volets, Expertise France mobilise les savoir-faire de la direction générale des Finances publiques (DGFIP) du ministère de l'Économie français. Le contrat de désendettement et de développement est géré par l'Agence française de développement (AFD).



- Signature du C2D en RDC. -



LAURENT GROSBOIS

DIRECTEUR RÉGIONAL
DU PROJET AMMI, ÉTHIOPIE

« Renforcer
l'assistance
et la protection
des migrants »

Quelles sont les réalisations concrètes du projet à ce stade ?

Les capacités de réponse aux besoins les plus urgents ont été renforcées. Une analyse sur le trafic de migrants et la traite d'êtres humains a été menée pour identifier les besoins en formation des forces de l'ordre et des acteurs du secteur judiciaire de huit pays. La première formation a eu lieu en mai 2017.

Quelles spécificités présente le travail dans cette région ?

La diversité culturelle et les différences de modèles juridico-politiques nous ont amenés à adapter notre approche au contexte régional et aux particularismes

nationaux. De plus, comme beaucoup de projets de coopération sont menés dans la région, nous avons dû établir un cadre de coordination pour garantir la complémentarité des actions.

Quels sont les atouts d'Expertise France dans ce projet ?

Notre expérience de la gestion de projet intégrée. Expertise France peut mobiliser l'expertise publique, ici française et italienne, tout en coordonnant les actions des partenaires de terrain, en l'occurrence l'OIM et le DRC. Cela permet de renforcer l'assistance et la protection, mais aussi de sensibiliser les populations aux risques de la migration irrégulière.



**FÉLICIEN
MULENDA KAHENGA**

COORDONNATEUR DU COMITÉ
TECHNIQUE DE SUIVI
DES RÉFORMES, RDC

« Basculer vers une
gestion budgétaire
par programme »

À quels grands enjeux de gouvernance financière la RDC était-elle confrontée en 2013 ?

La RDC avait deux grands défis face à elle. D'une part, mettre en place une chaîne informatisée qui permette l'échange d'informations entre les différents acteurs impliqués dans la collecte des recettes publiques. D'autre part, renforcer la préparation de nos services au basculement imminent vers la gestion budgétaire par programme.

En quoi le C2D contribue-t-il à répondre à ces défis ?

Il nous a permis d'établir un diagnostic clair et d'adopter une feuille de route. Par

la suite, nous nous sommes attachés à sensibiliser et à impliquer les parties prenantes. Les actions phares de la réforme sont amorcées, notamment le câblage par fibre optique en vue de l'amélioration de la connexion des services. Quant à la gestion budgétaire par programme, nous préparons la formation prochaine des personnels.

À mi-parcours, comment avance le projet ?

Comme prévu. Grâce à la mobilisation d'experts des finances publiques par Expertise France, nous bénéficions d'appuis et de conseils techniques et organisationnels utiles au bon déroulement de la réforme.

SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT

Expertise France met le renforcement global de la gouvernance économique et financière au service des Objectifs de développement durable. Elle contribue à consolider le secteur privé, à accroître les échanges commerciaux et à diversifier les économies locales.

ENCOURAGER LA REPRISE ÉCONOMIQUE EN LIBYE

BÉNÉFICIAIRE
LIBYE

ANNÉE DE DÉMARRAGE
2016

DURÉE
54 MOIS

BUDGET
7,8 M€

BAILLEURS
FRANCE, UNION EUROPÉENNE

PARTENAIRES
BPI FRANCE, CCI, DG TRÉSOR, GIZ, MEAE



Après des années de guerre et de crise, la situation économique est fragile en Libye. Pour soutenir la reprise de l'activité, la France et l'Union européenne financent depuis 2014 le projet SLEIDSE (Support to Libya for Economic Integration, Diversification and Sustainable Employment).

Accompagner les projets d'entreprises de bout en bout

Ce projet répond à trois grands objectifs. D'une part, transmettre des compétences entrepreneuriales aux jeunes Libyens : l'année 2016 a par exemple été marquée par le lancement d'une plateforme de formation en ligne accessible gratuitement. D'autre part, renforcer les capacités des institutions nationales, telles que l'Agence nationale des PME. Enfin, élargir l'accès au financement des entreprises quelle que soit leur taille.

Un partenariat avec les acteurs institutionnels libyens et l'équipe France, la GIZ et les Nations unies

Les activités du projet sont définies et mises en œuvre par Expertise France, en partenariat avec les acteurs libyens (universités, municipalités, associations professionnelles et Agence nationale des PME) ainsi qu'avec l'équipe France : Service économique régional, BPI France, Business France.

STATISTIQUES

Les statistiques sont un outil fondamental des politiques publiques. Elles sont aussi une condition de la vie démocratique. Forte de ce constat, Expertise France s'engage pour renforcer les dispositifs nationaux de statistiques et harmoniser leurs données avec les normes internationales.

FIABILISER LES STATISTIQUES PUBLIQUES DANS LE BASSIN MÉDITERRANÉEN

BÉNÉFICIAIRES
9 PAYS DU BASSIN MÉDITERRANÉEN

ANNÉE DE DÉMARRAGE
2016

DURÉE
40 MOIS

BUDGET
4,7 M€

BAILLEUR
UNION EUROPÉENNE

PARTENAIRES
INSEE, HCSO, ISTAT, STATISTICS DENMARK, STATISTICS LITHUANIA, TURKSTAT

Dans un monde en perpétuel mouvement, les statistiques sont devenues un outil indispensable pour élaborer et évaluer les politiques publiques. Forte de ce constat, l'Union européenne a lancé en 1996 le programme MEDSTAT. Son objectif : renforcer les systèmes et les instituts nationaux de statistiques dans des pays du bassin méditerranéen partenaires de sa politique de voisinage.

Produire des données harmonisées au niveau régional

Entré dans sa quatrième phase en janvier 2016, MEDSTAT s'applique actuellement à neuf pays : l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, la Palestine et la Tunisie. Il doit permettre d'améliorer et d'harmoniser leur production statistique dans six secteurs prioritaires (commerce extérieur, énergie, migrations, emploi, transport, répertoires d'entreprises) et dans trois secteurs transversaux (formation, genre et relations avec les utilisateurs, visibilité des statistiques officielles).

Une participation active des pays bénéficiaires

Ateliers de travail, séminaires, visites d'étude, cours de formation, missions d'assistance technique... Cette nouvelle phase repose sur une participation plus active des pays partenaires. Elle est mise en œuvre par Expertise France avec le soutien de six instituts statistiques européens, dont l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) français, le Hungarian Central Statistical Office (HCSO) et l'Institut national pour les statistiques italien (ISTAT).



MOHAMED ALI EZAWI

ENTREPRENEUR, LIBYE

En quoi le développement des PME est-il un enjeu essentiel en Libye?

Les petites et moyennes entreprises sont plus que jamais indispensables à notre économie. Il est temps que la Libye se libère de sa dépendance vis-à-vis du pétrole pour une croissance plus durable. L'entrepreneuriat n'est pas une carrière classique en Libye, mais nous devons prendre en main l'avenir du pays. Même si la sécurité reste un autre défi majeur à relever.

Quels sont les besoins des entrepreneurs?

Le plus urgent est de développer l'offre éducative. Nous avons peu de connaissances en finance ou

en management, et nous savons encore moins où trouver des financements. Ces aspects sont pourtant fondamentaux pour établir une entreprise solide. Ce diagnostic a amené Expertise France à lancer la plateforme d'e-learning.

Que vous a apporté l'utilisation de cette plateforme?

Elle encourage les entrepreneurs à explorer leurs idées. J'ai acquis des savoirs pratiques, comme la comptabilité. Mais j'ai aussi appris ce qu'on ne trouve pas dans les manuels : comment trouver de nouvelles formes de financements ou encore comment travailler avec des partenaires. Surtout, j'ai désormais un réseau professionnel à mobiliser en cas de besoin.



GIAMBATTISTA CANTISANI

EXPERT CLÉ POUR LES STATISTIQUES DE LA MIGRATION ET DU MARCHÉ DU TRAVAIL, ITALIE

« Une expérience très solide en matière de coopération statistique »

Pourquoi produire des statistiques harmonisées entre les pays méditerranéens?

L'harmonisation des statistiques doit permettre la mise en œuvre de comparaisons valides entre les pays du bassin méditerranéen. L'enjeu est encore plus important pour le commerce extérieur et la migration, des secteurs où les mesures des mêmes flux peuvent être faites dans les pays d'origine et de destination.

En quoi les pays bénéficiaires sont-ils plus actifs dans MEDSTAT IV?

Ils le sont d'abord parce que ce sont désormais leurs instituts statistiques

qui assurent la coordination de la plupart des groupes de travail. Par ailleurs, MEDSTAT IV encourage la reproduction des bonnes pratiques nationales entre les pays du bassin méditerranéen.

Quels sont les atouts d'Expertise France pour ce projet?

Expertise France dispose d'une expérience très solide en matière de coopération statistique. Son savoir-faire a permis de poursuivre les échanges au niveau régional dans les meilleures conditions et ceci a certainement été un facteur positif pour la diffusion des recommandations internationales en matière de statistiques dans les pays et pour les secteurs prioritaires couverts par le projet.

Anticiper les crises, gérer les risques



Expertise France appuie les États dans la prévention et la gestion des crises ainsi que dans la lutte contre les menaces transversales. Elle intervient également en faveur du maintien de la paix. Elle met en œuvre, aux côtés de l'Allemagne, un important programme destiné à renforcer la résilience des pays accueillant des réfugiés des crises syrienne et irakienne.

En 2016, l'agence a lancé un projet pilote de relèvement précoce en Centrafrique qui vise à poser les bases d'une paix durable après une crise politico-militaire sans précédent. Expertise France intervient également en Côte d'Ivoire, où elle contribue à former près de 1 500 pompiers et à renforcer la coordination de la protection civile. En Afrique centrale et de l'Ouest, enfin, elle met en œuvre un projet régional de lutte contre la piraterie et les activités maritimes illicites. Au-delà de ces projets l'agence s'inscrit pleinement dans le continuum sécurité-développement pour une approche globale des crises.

- P. 27 _ Accompagner le processus de paix en Centrafrique
- P. 28 _ Soutenir la réforme de la sécurité en Côte d'Ivoire
- P. 29 _ Renforcer la sécurité maritime en Afrique de l'Ouest et centrale

projets

STABILITÉ ET SORTIE DE CRISE

Expertise France intervient sur la stabilisation de régions en situation de crise, de fragilité ou de conflit. Les projets de relèvement précoce qu'elle met en œuvre visent à renforcer la gouvernance inclusive et l'accès à la justice, à assurer un accès aux services de base et à soutenir l'activité économique.

ACCOMPAGNER LE PROCESSUS DE PAIX EN CENTRAFRIQUE

BÉNÉFICIAIRE
CENTRAFRIQUE

ANNÉE DE DÉMARRAGE
2016

DURÉE
30 MOIS

BUDGET
3,7 M€

BAILLEUR
UNION EUROPÉENNE

PARTENAIRES
ASF BELGIQUE, CFI

Entre 2012 et 2013, la République centrafricaine a connu une grave crise politico-militaire qui a causé la mort et le déplacement de milliers de personnes. Pour soutenir le processus de paix, la Commission européenne a initié en 2016 un projet de relèvement et de stabilisation de la Centrafrique. Sa gestion a été confiée à Expertise France.

Poser les bases d'une paix et d'une prospérité durables

Financé par le fonds Bêkou, fonds fiduciaire de l'Union européenne pour la République centrafricaine, ce projet prévoit trois composantes : redéployer les services déconcentrés de l'État et renforcer leurs capacités (infrastructures, équipements et formation), encourager la cohésion sociale en facilitant l'accès au droit et en soutenant les médias et les acteurs de la société civile, et appuyer la relance économique via le soutien à des microprojets de développement local.

Deux régions prioritaires d'intervention

Depuis janvier 2017, Expertise France met en œuvre ce projet dans la Haute-Kotto et la Mambéré-Kadéï en partenariat avec Avocats sans frontières (ASF) Belgique et l'Agence française de coopération médias (CFI). Ces deux régions, où l'agence a par ailleurs ouvert deux bureaux projets, ont été sélectionnées à la suite d'un diagnostic réalisé dans plusieurs villes du pays, sur la base de critères comme la nécessité, la faisabilité, les synergies, l'accessibilité et l'adhésion. Actuellement sur une dimension pilote, le projet a vocation à s'étendre plus largement sur le territoire centrafricain.



**GEORGES
PÉTRO-KONI ZÉZÉ**

HAUT-COMMISSAIRE CHARGÉ
DE LA DÉCENTRALISATION ET DE
LA RÉGIONALISATION, CENTRAFRIQUE

« Contribuer
à une désescalade
du conflit »

En quoi le projet contribue-t-il à construire une paix durable en Centrafrique ?

Il y contribue de diverses manières : en aidant à restaurer l'autorité de l'État par le renforcement de la gouvernance locale, en menant des actions en faveur de la cohésion sociale, en renforçant les médias et la justice, ou encore en œuvrant à la relance socio-économique.

Un épisode vous a-t-il particulièrement marqué dans ce projet ?

Lors des événements dramatiques qui ont affecté la ville de Bria en mai 2017, les radios locales ont diffusé des programmes en faveur du vivre-ensemble

qui ont fortement interpellé les populations et les belligérants. Les actions de formation et de sensibilisation menées dans le cadre du projet leur ont permis de contribuer à une désescalade du conflit.

Quels sont les atouts d'Expertise France pour ce projet ?

Expertise France est une agence reconnue et appréciée des autorités centrafricaines, notamment par son sens de l'écoute et sa capacité à mobiliser rapidement des experts de pointe. En outre, l'agence a ouvert des bureaux permanents en province, dans des zones au contexte particulièrement complexe : hormis les Nations unies, cela n'a été accompli par aucune autre structure de développement.

PRÉVENTION ET GESTION DES CRISES

En cas d'incident d'origine naturelle, technologique ou humaine, la sécurité des populations repose en priorité sur la réactivité et l'efficacité des primo-intervenants. Former les professionnels de la protection civile ou les pompiers est ainsi une priorité en matière de prévention des risques et de gestion des crises.

SOUTENIR LA RÉFORME DE LA SÉCURITÉ EN CÔTE D'IVOIRE

BÉNÉFICIAIRE
CÔTE D'IVOIRE

ANNÉE DE DÉMARRAGE
2017

DURÉE
3 ANS

BUDGET
9,7 M€

BAILLEUR
UNION EUROPÉENNE

PARTENAIRE
CIVIPOL

À l'issue de la crise politique de 2010-2011, une vaste réforme du secteur de la sécurité a été initiée en Côte d'Ivoire. Combinée au processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration, elle doit permettre de stabiliser durablement le pays.

Les unités de protection civile, un enjeu essentiel

La protection civile est un enjeu essentiel de cette réforme. Pour protéger les personnes, les biens mais aussi l'environnement, il est nécessaire de renforcer ses capacités et d'élargir son déploiement sur l'ensemble du territoire. Expertise France accompagne le ministère de l'Intérieur et de la Sécurité ivoirienne depuis début 2017 pour relever ce double défi.

Intervenir et gérer les crises dans l'ensemble du pays

L'intervention de l'agence s'articule autour de deux axes. D'une part, elle doit contribuer à consolider le corps des pompiers civils, créé en



2014, via des actions de formation, la fourniture d'équipement et la réhabilitation de centres de secours d'urgence. D'autre part, elle vise à renforcer les capacités de gestion et de coordination de l'Office national de la protection civile grâce à l'ouverture d'un centre interministériel de gestion de crise. Ces actions sont mises en œuvre en partenariat avec CIVIPOL, opérateur du ministère de l'Intérieur français.

MENACES TRANSVERSALES

Le terrorisme et la criminalité organisée représentent aujourd'hui les principales menaces transversales contre la paix et la sécurité, tant au niveau national qu'international. Expertise France participe à la lutte contre ces menaces en mettant la coordination et le partage d'information au cœur de sa méthodologie.

RENFORCER LA SÉCURITÉ MARITIME EN AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE

BÉNÉFICIAIRES
19 PAYS ET 3 ORGANISMES RÉGIONAUX AFRICAINS

ANNÉE DE DÉMARRAGE
2016

DURÉE
4 ANS

BUDGET CUMULÉ
9,3 M€

BAILLEURS
UNION EUROPÉENNE, DANEMARK

Depuis novembre 2016, Expertise France met en œuvre le projet européen GoGIN (Gulf of Guinea Inter-regional Network, en anglais). Son objectif : améliorer la sécurité et la sûreté maritimes dans le golfe de Guinée, représentant plus de 6 000 kilomètres de côtes, du Sénégal à l'Angola.

Créer des instruments de coopération au niveau régional

Piraterie, activités maritimes illicites... Les menaces et les sources d'instabilité sont nombreuses dans la région. Pour les endiguer, GoGIN prévoit de créer un réseau régional de partage de l'information et d'améliorer les capacités régionales de dialogue, de coordination et de pilotage en matière maritime.

Dialoguer avec 19 États et 3 organismes régionaux

Une ambition qui implique de fournir des équipements, de l'assistance technique, d'organiser

des missions d'études ou encore d'animer des exercices en mer, le tout en coordination avec les pays partenaires (Angola, Bénin, Cameroun, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Liberia, Nigeria, République démocratique du Congo, São Tomé et Príncipe, Sénégal, Sierra Leone, Togo) et trois organisations régionales : la Commission du golfe de Guinée (CGG), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).



GÉNÉRAL

KILI FIACRE FAGNIDI

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'OFFICE NATIONAL DE LA PROTECTION CIVILE, CÔTE D'IVOIRE

« 1500 pompiers

formés en trois ans »

En quoi le renforcement de la protection civile est-il un vecteur de stabilité en Côte d'Ivoire?

Les pompiers civils sont une force de protection de proximité pour la population, mais aussi pour les installations économiques, ce qui rassure les investisseurs. De plus, leur métier est attractif pour les jeunes : le développer permettra d'éviter qu'ils se laissent entraîner dans les trafics, se risquent à rejoindre illégalement l'Europe ou s'enrôlent dans des mouvements radicaux ou armés.

Quels sont les principaux objectifs de l'assistance d'Expertise France?

L'accompagnement d'Expertise France doit permettre de réhabiliter et d'équiper huit centres de secours pilotes. Il prévoit aussi de former près de 1 500 pompiers sur place en trois ans : un véritable gain de temps pour le pays. La construction d'un centre interministériel de gestion de crise permettra en outre de joindre en temps réel les trente centres de secours d'urgence que comptent nos régions et de gérer les catastrophes au niveau national.

Envisagez-vous d'autres projets?

Nous souhaitons nous doter de quatre antennes régionales pour gérer par zones les centres de secours d'urgence. À terme, nous ouvrirons également une école nationale de protection civile.



JEAN-PIERRE LABONNE

VICE-AMIRAL D'ESCADRE (2S), CHEF DE PROJET GOGIN

« Mettre en place des protocoles communs de réponse »

Quel rôle joue Expertise France dans le projet GoGIN?

Nous en assurons le bon déroulement et la bonne utilisation des fonds alloués, en lien avec la Commission européenne et les bénéficiaires. L'équipe projet est composée de cadres d'Expertise France et d'experts recrutés spécifiquement.

Quelle est votre valeur ajoutée?

Le projet CrimGo (Critical Maritime Routes in the Gulf of Guinea), dont GoGIN prend la suite, a fait d'Expertise France un acteur légitime de la sécurité et de la sûreté maritimes, en particulier dans le golfe de Guinée. Fortes de cette expérience, nos équipes ont pu lancer

rapidement GoGIN fin 2016 : elles connaissaient déjà les dynamiques de la coordination inter-administrations et ont pu facilement mobiliser le réseau inter-régional préétabli.

Quelles sont les attentes des bénéficiaires?

Les besoins sont immenses en matière d'échange d'information et de soutien matériel pour rendre fonctionnelle l'architecture de coordination voulue par les États au sommet de Yaoundé en juin 2013. L'objectif est que les États de la région puissent faire face ensemble à un événement en mer, accidentel ou intentionnel, en mettant en place des protocoles communs de réponse.

Lutter contre le dérèglement climatique

Expertise France accompagne ses partenaires dans la recherche d'une croissance économique durable, respectueuse de l'environnement, des ressources naturelles et de la santé des populations.

Depuis 2016, l'agence accompagne le Bahreïn dans la conception et le déploiement de sa stratégie de planification territoriale et d'occupation des sols. En Birmanie, elle soutient la mise en place de contrôles sanitaires et phytosanitaires conformes aux normes européennes, en particulier pour les produits issus de l'aquaculture. Expertise France intervient également en Tunisie, dans le golfe de Gabès, où elle contribue à préserver l'unique oasis littorale de la mer Méditerranée et à faire émerger un cadre local de gouvernance environnementale.

P. 31 _ Sécuriser la filière aquacole en Birmanie

P. 32 _ Enrayer la pollution industrielle dans la région de Gabès

P. 33 _ Favoriser la planification urbaine au Bahreïn

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

Le développement agricole et la gestion des ressources naturelles sont des défis majeurs, aux ramifications à la fois économiques, sociales et environnementales. Pour les relever, Expertise France accompagne tous les acteurs du développement, des acteurs publics aux acteurs privés en passant par la société civile.

SÉCURISER LA FILIÈRE AQUACOLE EN BIRMANIE

BÉNÉFICIAIRE
BIRMANIE

ANNÉE DE DÉMARRAGE
2015

DURÉE
36 MOIS

BUDGET
2,2 M€

BAILLEURS
UNION EUROPÉENNE,
BMZ

PARTENAIRE
GIZ

En 2013, l'Union européenne a levé les sanctions qu'elle imposait depuis 1996 à la Birmanie. Depuis 2015, elle soutient son économie et son processus de réforme politique à travers un programme de développement commercial, cofinancé par le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement allemand (BMZ).

Soutenir les exportations vers l'Union européenne

Coordonné par la Société allemande pour la coopération internationale (GIZ), ce programme vise à renforcer les capacités de développement commercial publiques et privées de la Birmanie. Une de ses composantes prévoit en particulier d'accompagner les institutions publiques dans la mise en œuvre de contrôles sanitaires et phytosanitaires conformes aux normes européennes, notamment pour les produits issus de l'aquaculture. Son objectif : sécuriser les autorisations d'exportation de la Birmanie vers l'Union européenne et développer de nouveaux marchés.



Renforcer les capacités de contrôle sanitaire

Expertise France coordonne cette composante depuis mai 2015 en lien avec la filière aquacole, les laboratoires et les ministères birmans. L'agence mobilise également des experts de court terme sur le terrain pour former les inspecteurs de contrôle et renforcer les capacités des laboratoires à conduire les tests chimiques et biologiques nécessaires.



CLIMAT ET TERRITOIRE

De nombreux territoires urbains et ruraux souffrent des effets du changement climatique et d'activités humaines mal maîtrisées. Expertise France les accompagne dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de développement durable et dans la création de cadres de gouvernance inclusifs.

ENRAYER LA POLLUTION INDUSTRIELLE DANS LA RÉGION DE GABÈS

BÉNÉFICIAIRE
TUNISIE

ANNÉE DE DÉMARRAGE
2014

DURÉE
55 MOIS

BUDGET
5 M€

BAILLEUR
UNION EUROPÉENNE

Le golfe de Gabès abrite l'unique oasis littorale de la mer Méditerranée. Mais depuis quarante ans, cet ensemble oasien d'environ 7 000 hectares doté d'une riche biodiversité est mis à mal par la concentration de l'industrie de transformation du phosphate, vecteur de pollution au phosphogypse et d'une consommation excessive en eau.

Insuffler une dynamique locale et durable

Pour enrayer ce phénomène, l'Union européenne a initié en 2014 un projet d'appui à la gouvernance environnementale dans la région (PGE Gabès). Mis en œuvre par Expertise France, ce projet a quatre grands objectifs : approfondir la connaissance de l'impact des activités industrielles sur l'économie de la région et la santé humaine, appuyer les industriels gabésiens dans la mise en place de politiques de responsabilité sociétale et environnementale, améliorer les compétences des acteurs locaux en matière de communication environnementale, et soutenir des initiatives portées par la société

civile contribuant au développement local et à l'amélioration de la situation environnementale à Gabès.

Élaborer un modèle de bonne gouvernance

De la société civile aux industriels en passant par les pouvoirs publics centraux et locaux, le PGE Gabès implique l'ensemble des parties prenantes. Il vise à faire émerger un modèle de bonne gouvernance répliquable dans d'autres régions.



- L'industrie du phosphate a des répercussions environnementales et sociales sur le golfe de Gabès. -



SARRA EL IDRISSE

CHEF DU PROJET « EMPLOIS VERTS »,
HANDICAP INTERNATIONAL, TUNISIE

« Un suivi régulier
et rapproché
des projets »

En quoi consiste le projet « Emplois verts », bénéficiaire du PGE Gabès ?

Il vise à renforcer la responsabilité sociétale des entreprises locales, et promeut l'économie sociale et solidaire en liant emploi et environnement. En ce sens, il s'inscrit dans la continuité de l'action de Handicap International en faveur de l'insertion et de l'emploi des plus vulnérables.

Quel est l'atout d'Expertise France pour mettre en œuvre ce PGE ?

Son atout est à la fois de proposer un accompagnement de proximité et de mettre à disposition des bénéficiaires une équipe professionnelle à l'écoute

des besoins de tous. L'action d'Expertise France a été décisive dans la mise en place d'une chambre de concertation représentative des acteurs locaux. Son suivi régulier et rapproché des projets et l'organisation de sessions de formation et d'ateliers ont par ailleurs été utiles pour ouvrir le débat sur les pratiques et construire des synergies pluri-acteurs.

Quel a été l'apport du PGE depuis 2014 ?

Le PGE s'est traduit par la mise en place d'une dynamique de concertation, en mobilisant les acteurs institutionnels, privés et associatifs sur un sujet jusqu'alors largement tabou. Il a aussi permis d'ouvrir un débat sur des questions environnementales comme la valorisation du phosphogypse.

FAVORISER LA PLANIFICATION URBAINE AU BAHREÏN

BÉNÉFICIAIRE
BAHREÏN

ANNÉE DE DÉMARRAGE
2016

DURÉE
24 MOIS

BUDGET
8,4 M€

BAILLEUR
MINISTÈRE DES TRAVAUX, DES COLLECTIVITÉS ET DE LA PLANIFICATION URBAINE DU BAHREÏN

PARTENAIRES
AREP VILLE, EGIS INTERNATIONAL, SETEC ORGANISATION

La planification territoriale et urbaine est un enjeu fondamental pour le Bahreïn. Le royaume est l'un des États les plus densément peuplés du monde, une situation qui génère de nombreux défis, que ce soit en matière environnementale, de mobilité ou encore de gestion des ressources.

Promouvoir un développement urbain durable

Pour accompagner le pays face à ces enjeux, une initiative sur la planification urbaine a été lancée en 2014 entre la France et le Bahreïn. Son objectif : réorganiser et renforcer les capacités de la direction générale de la Planification urbaine (DGPU), rattachée au ministère des Travaux, des Collectivités et de la Planification urbaine du Bahreïn, et la soutenir dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de planification territoriale et d'occupation des sols.



Une équipe pluridisciplinaire sur le terrain

Financé par le ministère des Travaux du Bahreïn, ce projet est mis en œuvre et piloté par Expertise France depuis mars 2016 avec le soutien du ministère de la Transition écologique et solidaire. Il s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire d'experts réunie au sein d'un consortium public-privé qui rassemble trois sociétés d'ingénierie et d'architecture française : Arep Ville, Egis International et Setec Organisation.



- Un environnement urbain en constante mutation. -

Agir pour la santé et le développement humain

Expertise France appuie l'élaboration et la mise en œuvre des politiques sanitaires et sociales. Elle favorise ainsi un développement humain mondial harmonieux.

L'agence renforce l'impact des financements du Fonds mondial en mettant en œuvre l'Initiative 5%. En Guinée-Conakry, elle accompagne le déploiement d'équipes d'alerte et de riposte sanitaire. En Côte d'Ivoire elle contribue à mettre en œuvre la réforme hospitalière. Expertise France appuie également l'extension du dispositif de protection sociale au Maroc et encourage, à travers la facilité SOCIEUX+, les échanges de bonnes pratiques en matière d'emploi et de protection sociale. En République démocratique du Congo, elle accompagne le renforcement des autorités publiques en charge de l'éducation de base et contribue à ouvrir 700 salles de classe.

- P. 35 _ Initiative 5% : quel bilan en 2016 ?
- P. 36 _ Prévenir et lutter contre les épidémies en Guinée
- P. 37 _ Rénover la gouvernance institutionnelle sanitaire en Côte d'Ivoire
- P. 38 _ « Permettre aux systèmes de santé africains de s'améliorer durablement »
- P. 39 _ Améliorer la gestion du système éducatif en RDC
- P. 40 _ Appuyer le pilotage de la protection sociale au Maroc
- P. 41 _ Échanger les bonnes pratiques en matière d'emploi et de protection sociale

LUTTE CONTRE LES PANDÉMIES

Le sida, la tuberculose et le paludisme ont gravement affecté la santé des populations dans les pays à ressources limitées ces vingt dernières années. Forte d'une expérience reconnue, Expertise France participe activement aux efforts de la communauté internationale contre ces pandémies.

INITIATIVE 5% QUEL BILAN EN 2016 ?

BÉNÉFICIAIRES
MULTIZONE

ANNÉE DE DÉMARRAGE
2011

BUDGET CUMULÉ
18 M€ PAR AN

BAILLEUR
MEAE

L'Initiative 5% est la contribution indirecte de la France au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Depuis 2011, elle appuie les pays, notamment francophones, dans la conception, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des subventions allouées par le Fonds mondial.

14 projets d'expertise sélectionnés

À travers son Canal 2, l'Initiative 5% finance des projets d'expertise de deux à trois ans répondant à des besoins programmatiques ou à des problèmes structurels des pays bénéficiaires. Elle lance pour cela deux appels à projets par an. Dans ce cadre, quatorze projets ont été sélectionnés en 2016 sous les thématiques « Renforcement du système de santé national et communautaire » et « Accès à des soins de qualité pour les populations marginalisées ».

Partager les réflexions et les bonnes pratiques

Parallèlement, l'Initiative 5% a mené une évaluation transversale de cinq projets de



renforcement des compétences des personnels de santé. Cette évaluation a permis de mettre en lumière des dispositifs originaux (parrainage, communautés de pratique) qui ont favorisé l'émergence d'expertises propres parmi les partenaires Sud. En juin 2016, l'Initiative 5% a par ailleurs réuni une trentaine d'experts avec lesquels elle travaille régulièrement pour analyser leur action et identifier des axes d'amélioration. Le compte rendu du séminaire est disponible sur le site de l'Initiative 5%.

À quels besoins répond le projet MALVEC, mené par l'Institut Pasteur du Laos ?

Il fait suite à la réémergence du paludisme dans la sous-région du Mékong, entre le Laos et la Thaïlande. Son but est d'améliorer la surveillance et la prévention épidémiologiques en palliant le manque de données disponibles sur la distribution, les niveaux et les mécanismes de résistance aux insecticides chez les moustiques anophèles, transmetteurs de la maladie, et en renforçant l'expertise entomologique.

Comment travaillez-vous sur le terrain ?

Main dans la main avec nos partenaires scientifiques et universitaires. Des échanges de compétences et

notamment des formations du personnel scientifique – des chercheurs aux officiers de santé publics locaux – permettent d'améliorer la connaissance des insectes et de la transmission du paludisme. Cela permet d'envisager une stratégie de lutte efficace sur le long terme.

Selon vous, quel est l'intérêt de l'Initiative 5% ?

Le soutien de l'Initiative 5% est fondamental pour le développement des services de santé publique dans les pays comme le Laos. Les capacités des autorités publiques sont renforcées tandis que les populations bénéficient de programmes de protection et de prévention mis en œuvre grâce aux données collectées.



SÉBASTIEN MARCOMBE

ENTOMOLOGISTE MÉDICAL
À L'INSTITUT PASTEUR DU LAOS

« Une stratégie de lutte efficace contre le paludisme »

RENFORCER LES SYSTÈMES DE SANTÉ

Les systèmes de santé des pays partenaires d'Expertise France demeurent fragiles. Leur capacité à garantir une offre de soins équitable et de qualité pour tous et à réagir en cas de crise sanitaire est limitée. L'agence les appuie dans la mise en œuvre de leurs priorités de santé publique.

RÉNOVER LA GOUVERNANCE INSTITUTIONNELLE SANITAIRE EN CÔTE D'IVOIRE

BÉNÉFICIAIRE
CÔTE D'IVOIRE

ANNÉE DE DÉMARRAGE
2016

DURÉE
2 ANS

BUDGET
3 M€

BAILLEURS
AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT, CÔTE D'IVOIRE (C2D)

En décembre 2014, la France et la Côte d'Ivoire ont conclu un deuxième contrat de désendettement et de développement. Son objectif : soutenir le développement du pays en l'accompagnant sur six secteurs clés, de l'éducation à la justice en passant par l'agriculture et le développement urbain.

Pour un code de santé publique moderne et innovant

Expertise France intervient sur la composante « Santé » de cet accord. Depuis août 2016, elle appuie notamment le ministère de la Santé ivoirien dans la mise en œuvre du Projet de renforcement du système de santé (PRSS), destiné à améliorer la qualité et l'accessibilité des services de soin dans le pays. Cet accompagnement doit permettre de moderniser le code de santé publique, de soutenir la mise en œuvre de la réforme hospitalière, de renforcer les capacités de l'Inspection générale de la santé et de créer un système de contrôle et de

régulation des établissements et des professions sanitaires dans le secteur privé.

Mobiliser l'expertise technique de l'EHESP

Pour mettre en œuvre ces différents chantiers, Expertise France fait notamment appel à des experts de l'École des hautes études en santé publique (EHESP) française.



JOAO SIMOES

DR, MÉDECIN INSPECTEUR DE SANTÉ PUBLIQUE, EXPERT PUBLIC INTERNATIONAL, CÔTE D'IVOIRE

« Un programme de formation sur mesure »

Quels sont les enjeux clés de la réforme de l'Inspection générale de la santé en Côte d'Ivoire ?

L'Inspection générale de la santé exerce l'essentiel des missions d'inspection-contrôle du ministère de la Santé ivoirien. Elle est essentielle pour s'assurer de la mise en œuvre du code de santé publique. Or elle est confrontée à des difficultés majeures, liées en particulier à l'absence de formation spécifique, au manque d'outils et à la faible attractivité de la fonction d'inspecteur.

Quels sont les atouts d'Expertise France face à ces enjeux ?

L'agence est implantée en Côte d'Ivoire de longue date et sait mobiliser les

experts adéquats pour répondre aux besoins de formation et d'organisation de la santé. La proximité entre les institutions ivoiriennes et françaises a également facilité le diagnostic.

Quel bilan tirez-vous du projet à mi-parcours ?

L'appui apporté par Expertise France aux inspecteurs et la mise en relation avec les enseignants de l'EHESP a permis de créer un programme de formation sur mesure. Cinq formateurs relais ont été formés et pourront transmettre leurs acquis à leurs collègues. Un diagnostic complet des acteurs de l'inspection-contrôle a aussi été mené pour mettre en place un pilotage et une coordination de leurs missions.

PRÉVENIR ET LUTTER CONTRE LES ÉPIDÉMIES EN GUINÉE

BÉNÉFICIAIRE
GUINÉE

ANNÉE DE DÉMARRAGE
2015

DURÉE
33 MOIS

BUDGET CUMULÉ
5,8 M€

BAILLEURS
MEAE, UNION EUROPÉENNE

PARTENAIRES
MINISTÈRE DE LA SANTÉ GUINÉEN, AGENCE NATIONALE DE SÉCURITÉ SANITAIRE GUINÉENNE, INSTITUT BIOFORCE DÉVELOPPEMENT, SÉCURITÉ CIVILE FRANÇAISE, SANTÉ PUBLIQUE FRANCE, FICR/CROIX-ROUGE GUINÉENNE



La Guinée-Conakry a été le premier pays touché par l'épidémie d'Ebola qui s'est propagée en Afrique de l'Ouest de 2013 à 2016. Elle est également l'un de ceux où le virus a été le plus meurtrier : plus de 2500 décès y ont été comptabilisés en cours de cette période.

Répondre à une crise sanitaire sans précédent

Pour soutenir le pays face à cette crise sanitaire, mais aussi pour renforcer ses capacités de réponse en cas de nouvelle épidémie, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français (MEAE) et l'Union européenne ont initié le projet PREPARE en juin 2015. Sa mise en œuvre a été confiée à Expertise France.

Renforcer les capacités de surveillance et de riposte

En 2016, PREPARE a permis de déployer des équipes d'alerte et de riposte dans toutes les régions administratives de Guinée. Ces équipes permettent de détecter de manière précoce et de traiter rapidement des maladies infectieuses avant qu'elles n'atteignent un seuil épidémique. Elles ont bénéficié de formations et de livraisons d'équipements : tentes, matériel d'hygiène hospitalière, voitures ou encore ambulances.



SAKOKA KEÏTA

DR, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE NATIONALE GUINÉENNE DE SÉCURITÉ SANITAIRE, GUINÉE

« Un système d'alerte adapté au contexte guinéen »

Quels étaient les enjeux majeurs du projet PREPARE ?

L'objectif était de renforcer nos capacités de surveillance et d'alerte à tous les niveaux, des communautés aux équipes sanitaires nationales, afin que tous puissent contribuer efficacement à la riposte. Nous voulions aussi mettre en place des procédures pour que les actions des équipes locales, régionales et nationales soient réellement complémentaires.

Comment Expertise France vous a-t-elle accompagné ?

Grâce à la mobilisation d'experts des protocoles d'urgence, nous avons

développé un système d'alerte adapté au contexte guinéen. Nous avons systématisé les prélèvements dès les premiers cas et élaboré un protocole d'investigation communautaire pour permettre un déclenchement rapide de l'alerte sanitaire en cas de crise.

Quel bilan faites-vous du projet à ce stade ?

Deux cents agents régionaux ont été formés aux protocoles d'urgence. Ils savent désormais prévenir, surveiller, enquêter et alerter en faisant remonter les informations indispensables. Le but est de pérenniser ces protocoles pour riposter rapidement aux crises épidémiologiques : Ebola, rougeole ou encore méningite.

interview

« PERMETTRE AUX SYSTÈMES DE SANTÉ AFRICAINS DE S'AMÉLIORER DURABLEMENT »



PIERRE BEY

VICE-PRÉSIDENT
DU GFAOP

« *Créer des centres d'excellence grâce à l'échange de savoir-faire* »

Pierre Bey est radiothérapeute. Ancien directeur de l'hôpital de l'Institut Curie, il est aujourd'hui vice-président du Groupe franco-africain d'oncologie pédiatrique (GFAOP) et anime avec l'Alliance mondiale contre le cancer (AMCC) un programme sur le rétinoblastome, le cancer de l'œil de l'enfant. Il est également co-auteur d'un livre sur les cancers en Afrique francophone, avec l'Alliance des ligues francophones africaines et méditerranéennes contre le cancer. Pierre Bey bénéficie de l'appui d'Expertise France avec le soutien du MEAE et du ministère des Solidarités et de la Santé, pour développer un projet dans six pays sur la prise en charge des cancers pédiatriques.

Comment mieux lutter contre les cancers en Afrique ?

Avec un diagnostic précoce, le cancer est une maladie curable : il l'est dans près de 55 % des cas dans les pays riches. Pour élaborer la bonne stratégie thérapeutique, les pays doivent disposer d'équipes pluridisciplinaires, composées de radiologues, de chirurgiens et anesthésistes, d'anatomopathologistes, d'oncologues médicaux, de radiothérapeutes... La formation est ainsi un volet essentiel. Chaque pays devrait avoir un institut de cancérologie pluridisciplinaire qui soit aussi centre de formation.

Les besoins d'investissements dans les traitements (imagerie, radiothérapie, médicaments) sont également importants. On compte à peine huit appareils de radiothérapie en Afrique subsaharienne francophone alors qu'il en faudrait au moins deux cent cinquante pour satisfaire les besoins d'aujourd'hui. De plus, il faut financer la prévention, le dépistage des lésions du col utérin, le traitement des cancers curables et l'accès aux soins palliatifs.

Qu'apportent les échanges de savoir-faire sur ces enjeux ?

Ils permettent aux systèmes de santé africains d'améliorer durablement leurs services. Notamment parce qu'ils aident à créer des centres d'excellence qui forment à leur tour d'autres acteurs. Dans le cas du projet de l'AMCC sur le rétinoblastome, l'Institut Curie accueille nos homologues africains qui acquièrent des techniques ophtalmologiques conservatrices. Nous finançons aussi du matériel. Progressivement, un centre formateur est créé à Bamako au Mali.

Quel est l'intérêt de mener des projets avec Expertise France ?

Nos expertises médico-scientifique et opérationnelle se complètent parfaitement. Cela permet à des institutions privilégiées comme l'Institut Curie de s'investir dans des projets d'aide internationale au bénéfice de populations qui en ont terriblement besoin.

projets

ÉDUCATION

L'éducation est un volet essentiel du développement durable. Elle est un vecteur d'épanouissement individuel, de stabilité, de sécurité. Elle crée des opportunités d'emploi, participe de la lutte contre la pauvreté... Aussi Expertise France se mobilise-t-elle pour garantir l'accès de tous à un enseignement de qualité.

AMÉLIORER LA GESTION DU SYSTÈME ÉDUCATIF EN RDC

BÉNÉFICIAIRE
RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO

ANNÉE DE DÉMARRAGE
2015

DURÉE
3 ANS

BUDGET
2,24 M€

BAILLEURS
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT,
RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO (C2D)

En 2016, la République démocratique du Congo (RDC) s'est dotée d'une stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation à l'horizon 2025. Mise en œuvre par le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel congolais, cette stratégie inclut un programme d'appui à l'enseignement primaire (APEP II). Son objectif principal est d'élargir l'accès à une éducation primaire gratuite et de qualité dans l'ensemble du pays.

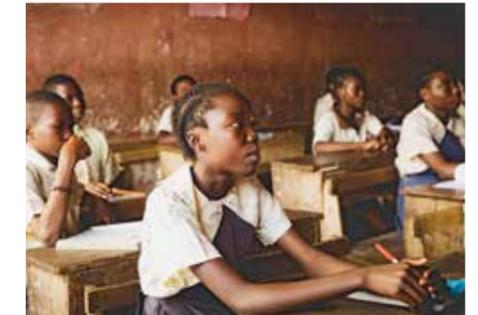
Favoriser un accès équitable à une scolarisation de qualité

Financé dans le cadre du contrat de désendettement et de développement (C2D) conclu entre la France et la RDC en juillet 2013, APEP II prévoit notamment d'ouvrir 700 salles de classe et d'assurer la formation continue d'environ 12000 enseignants. Expertise France accompagne le ministère de l'Enseignement primaire dans sa mise en œuvre. Elle intervient pour cela auprès des services chargés du suivi des marchés, de la formation, de l'élaboration des programmes et du contrôle de la paie des

enseignants (SECOPE), et forme leurs personnels à des processus et des outils de travail collaboratifs.

Renforcer l'autonomie du ministère de l'Enseignement

Pour relever ces défis, une équipe de six experts français et internationaux est mobilisée. Elle doit permettre de renforcer durablement les capacités du ministère pour qu'il conduise les prochaines étapes d'APEP II de manière autonome.



YVES VANRUMBEKE

EXPERT TECHNIQUE
INTERNATIONAL RÉSIDENT, RDC

« Une attention particulière portée aux méthodes »

Comment Expertise France accompagne-t-elle le programme APEP II ?

Par la mise à disposition d'experts techniques, placés directement auprès des directeurs stratégiques du ministère de l'Enseignement primaire et positionnés au sein des mêmes services. À titre personnel, j'occupe le poste d'assistant exécutif et appuie au quotidien le secrétaire général dans la gestion, le pilotage et la coordination du programme d'activités.

Quelles difficultés avez-vous rencontrées sur le terrain ?

La principale difficulté a été la mise en œuvre du plan de formation continue des enseignants. Un manque d'organisation

et sa trop forte centralisation opérationnelle en freinaient le déroulement. L'appui à l'Inspection principale provinciale a été renforcé et le programme d'activités adapté aux capacités de mise en œuvre. Nous portons une attention particulière aux méthodes de travail entre services.

Quels résultats l'appui d'Expertise France a-t-il permis d'enregistrer jusqu'ici ?

La coordination du projet assurée par Expertise France permet la réalisation des activités conforme au budget programme global initial. La réforme organisationnelle du SECOPE ainsi que la formation de plus de 1000 directeurs d'école, de 100 inspecteurs et d'environ 4000 enseignants ont été réalisées.

PROTECTION SOCIALE

Socles de protection, couverture sanitaire universelle... Les enjeux de protection sociale sont un marqueur des valeurs portées par la France à l'international. Dans ce cadre, Expertise France soutient l'extension des dispositifs de protection et leur renforcement dans leurs différentes déclinaisons sectorielles.

APPUYER LE PILOTAGE DE LA PROTECTION SOCIALE AU MAROC

BÉNÉFICIAIRE
MAROC

ANNÉE DE DÉMARRAGE
2015

DURÉE
24 MOIS

BUDGET
1,05 M€

BAILLEUR
UNION EUROPÉENNE

PARTENAIRE
SPF SÉCURITÉ SOCIALE

Depuis une quinzaine d'années, le Maroc réforme son système de protection sociale. Ce processus a permis d'élargir progressivement le taux de couverture sociale dans le pays, mais il a également mené à une forte segmentation du secteur, rendant l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de la politique sociale du royaume toujours plus complexes.

Éclairer la prise de décision des pouvoirs publics

Pour relever ces défis, le Maroc a conclu un jumelage en partenariat avec l'Union européenne en février 2015. L'objectif : faciliter la remontée des informations entre les principaux organismes de gestion de la protection sociale et le ministère de l'Emploi et des Affaires sociales. Mis en œuvre depuis mai 2015, ce projet permet de poser les bases d'un système d'information intégré, de formaliser la coordination entre les acteurs du secteur et d'établir une grille d'indicateurs pouvant être exploités par les pouvoirs publics.



Un projet mené en partenariat avec la Belgique

Expertise France assure la coordination de ce jumelage en partenariat avec le Service public fédéral de la sécurité sociale belge (SPF Sécurité sociale). L'agence mobilise des experts publics français issus de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), du Conseil d'orientation des retraites (COR) et de la direction de l'Animation de la recherche, des Études et des Statistiques (DARES) du ministère du Travail.



ÉCHANGER LES BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE D'EMPLOI ET DE PROTECTION SOCIALE

BÉNÉFICIAIRES
MULTIZONE

ANNÉE DE DÉMARRAGE
2016

DURÉE
4 ANS

BUDGET
8,75 M€

BAILLEURS
UNION EUROPÉENNE,
BELGIQUE, ESPAGNE,
FRANCE

PARTENAIRES
BELINCOSOC, CTB,
FIIAPP

Comment mener des politiques d'emploi et de protection sociale efficaces et pérennes ? Les pays européens disposent de savoir-faire reconnus dans ces secteurs. Pour partager leurs expériences, l'Union européenne a lancé en septembre 2016 la facilité d'assistance technique SOCIEUX+ qui s'adresse à près de 145 pays à travers le monde.

Des missions de court terme et sur mesure

Prolongement de la facilité SOCIEUX, mise en œuvre de 2013 à 2016, SOCIEUX+ vise à accompagner les pays partenaires dans leur stratégie pour l'emploi ou leur politique de protection sociale à travers des missions de court terme. Il repose sur la demande précise des pays partenaires auxquels il fournit une expertise de praticiens issus de l'ensemble des États membres de l'UE.

Favoriser la réflexion en commun

Cette facilité est mise en œuvre par Expertise France avec la contribution active des ministères sociaux français et de Pôle emploi, en partenariat avec la Coopération internationale belge sur la protection sociale (BELINCOSOC), l'Agence belge de développement (CTB) et la Fondation internationale et ibéro-américaine pour l'administration et les politiques publiques (FIIAPP).



FRANÇOISE MILLECAM

CHEF D'UNITÉ ADJOINT MIGRATION,
EMPLOI, INÉGALITÉS À LA DG DEVCO,
COMMISSION EUROPÉENNE

« S'adapter aux besoins,
aux stratégies
et aux ressources
des pays partenaires »

Pourquoi avoir choisi d'étendre la facilité SOCIEUX+ ?

SOCIEUX était une facilité dédiée à la protection sociale. SOCIEUX+ a étendu son champ d'action à l'emploi et au travail : la création d'emplois, le travail décent, le dialogue social ou encore la formation professionnelle sont autant de sujets essentiels pour atteindre les Objectifs de développement durable définis par l'Agenda 2030.

Quels sont les points forts d'Expertise France pour coordonner cette facilité ?

Expertise France dispose d'une expérience solide et reconnue dans la fourniture d'expertise publique

aux pays en développement sur les secteurs couverts par SOCIEUX+. De plus, elle s'appuie sur un large réseau d'experts et sa compétence en matière de gestion de projets européens complexes n'est plus à démontrer.

En quoi SOCIEUX+ est-il un outil intéressant pour les pays en développement ?

Son avantage est avant tout de proposer des actions sur mesure. La facilité couvre aujourd'hui plus de 140 pays partenaires et intervient sur des thématiques multiples. Chacune de ses actions répond à une demande précise et s'adapte aux besoins, aux stratégies, aux priorités et aux ressources des pays partenaires.

03

DES PERSONNELS ENGAGÉS

Par-delà la diversité de leurs savoir-faire et de leurs responsabilités, les équipes d'Expertise France se rejoignent autour d'un même engagement. Animées par un sens aigu de l'éthique et une culture du résultat, elles assurent la formulation, la mise en œuvre et le suivi des projets porteurs de sens et se mobilisent au quotidien pour garantir leur réussite sur le terrain.

En 2016, les personnels de l'agence ont notamment élaboré une charte éthique énonçant les valeurs et les principes au cœur de leur démarche. L'année a également été marquée par la mise en œuvre d'un plan d'action destiné à renforcer la contribution de l'agence au développement durable et d'une stratégie en matière de genre.

*Des femmes et des hommes
mobilisés pour une
réussite sur le terrain*





- Des experts du projet Relèvement et stabilisation en RCA devant leur bureau à Bangui. -

NOS ÉQUIPES

L'agence se compose, en décembre 2016, de 251 salariés au siège et 2000 personnels missionnés sur le terrain en tant que chefs de projets, experts long et court terme, venus de différents horizons (administration, ONG, secteur privé, etc.) avec une même passion : la coopération au développement.

L'essentiel des équipes relève de la direction des Opérations, qui représente 69 % des effectifs. Ces équipes travaillent en étroite concertation avec le secrétariat général, qui représente 21 % des effectifs, et la direction de la Stratégie, des partenariats et de la communication, qui représente 10 % des effectifs de l'agence.

L'agence est à la fois jeune et très féminine. L'âge moyen des collaborateurs est de 36 ans, mais plus de 55 % d'entre eux ont entre 25 et 35 ans. Les femmes représentent 72 % des salariés d'Expertise France et occupent 64 % des postes de management selon la répartition suivante :

- 78 % des postes de responsable de pôle;
- 67 % des postes de directeur adjoint ou adjoint au directeur;
- 42 % des postes de directeur.

Les contrats de travail à durée indéterminée (CDI) représentent 93 % des contrats d'Expertise France contre 5 % de contrats à durée déterminée (CDD) et 2 % de personnels mis à disposition (MAD).

Plan de formation 2016

221 salariés sur les 251, dont les personnels mis à disposition, les stagiaires et les volontaires internationaux en administration que comptait l'agence au 31 décembre 2016, ont été formés au titre du plan de formation 2016, soit plus de 88 % des effectifs.

538 formations ont été suivies en 2016 soit 7 103,75 heures dispensées pour un montant de 375 000 euros.

Ces formations ont été principalement consacrées aux métiers de l'agence (gestion de projet, RH, comptabilité...). Elles ont également été consacrées aux outils et à la bureautique, ainsi qu'au management. Plusieurs formations ont également été délivrées sur le thème de la sécurité sur le terrain, la gestion des risques et le secourisme au travail.

251

SALARIÉS
AU SIÈGE

36

ANS

ÂGE MOYEN DES
COLLABORATEURS

538

FORMATIONS

SUIVIES EN 2016



RSE et politique de genre

Le genre constitue un axe transversal prioritaire de l'activité de l'agence, désormais pleinement intégré dans la gestion de ses projets. L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes constitue également une priorité de la politique de ressources humaines d'Expertise France qui applique les principes suivants :

- aucune discrimination ne doit être liée au genre et à la maternité dans les recrutements, formation, promotions, évolution de salaire, attribution de primes, etc. ;
- à compétences équivalentes, la mixité des équipes est privilégiée ;
- aucun projet ou dossier ne peut être réservé par sa nature à un public féminin ou masculin.

L'agence se dote par ailleurs progressivement d'une politique RSE. Elle a ainsi adopté une charte éthique qui énonce les principes d'action et les valeurs clés d'Expertise France et précise les engagements généraux de l'agence et de ses salariés en matière d'éthique et de déontologie.

Un plan d'action « agence verte » a également été élaboré pour l'année 2016 qui comporte des mesures concrètes de transition écologique et énergétique. Les premières mesures ont été prises en novembre 2016, autour de quatre axes prioritaires : (i) les économies d'énergie, (ii) la promotion des transports durables, (iii) les économies des ressources avec le recyclage des déchets, (iv) et la préservation de la biodiversité.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jean-Christophe Donnellier - Délégué interministériel à la Coopération technique internationale

	MEMBRES	REPRÉSENTANT NOMINATIF	SUPPLÉANT
PARLEMENT	Assemblée nationale	François Loncle Député de l'Eure (4 ^e circonscription) André Schneider Député du Bas-Rhin (3 ^e circonscription)	Jean-Marie Tetart Député des Yvelines (9 ^e circonscription)
	Sénat	Christophe-André Frassa Sénateur représentant les Français établis hors de France Marie-Françoise Perol-Dumont Sénatrice de la Haute-Vienne (Limousin)	Michel Delebarre Sénateur du Nord (Hauts de France) Christian Cambon Sénateur du Val-de-Marne (Île-de-France)
ÉTAT	Ministre des Affaires étrangères et du Développement international	Cyrille Pierre Directeur du Développement durable Laurent Garnier Secrétaire général adjoint	Élisabeth Claverie de Saint-Martin Directrice adjointe du Développement durable Lise Talbot Barre Chef du pôle des Opérateurs
	Ministère l'Économie, de l'Industrie et du Numérique	Anne Laurent Sous-directrice de l'Europe et de l'International (DGE)	Frédéric Chastenet de Gery Chef du service du Soutien au réseau à la direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes (DGCCRF)
	Ministère des Finances et des Comptes publics	Philippe Plais Chef du bureau des Affaires étrangères et de l'Aide au développement à la direction du Budget	Hélène Guillemet Sous-directrice au Commerce international, direction générale des Douanes
	Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer	Virginie Dumoulin-Wieczorkiewicz Directrice des Affaires européennes et internationales (en attente de nomination)	Olivier Robinet Sous-directeur des Échanges internationaux
	Ministère des Affaires sociales et de la Santé	Elvire Aronica Cheffe du bureau des Affaires internationales - Santé (DAEI)	Éric Trottmann Adjoint à la sous-directrice de la Stratégie et des Ressources à la direction générale de l'Offre de soins
	Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social	Nathalie Nikitenko Déléguée aux Affaires européennes et internationales (DAEI - MASS & Travail)	Olivier Toche Chef de service à la direction générale du Travail
	Organismes de sécurité sociale	William Gardey Président de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)	Gérard Quevillon Président national du Régime social des indépendants (RSI)
	Collectivités territoriales	Louis Giscard d'Estaing Conseiller régional d'Auvergne-Rhône-Alpes	Jacques Berthou Ancien sénateur de l'Ain
	Personnes qualifiées	Olivier Lafourcade Président du fonds Investisseurs & Partenaires (I&P) Yves Metz Président d'Ingérop Bénédicte Fauvarque-Cosson Professeur de droit privé à l'université Panthéon-Assas (Paris II)	
	Représentants du personnel	Farid Lamara (UNSA) Beata Suszterova (CGT)	Xavier Chambard Clara Leymonie

Assistent également au conseil d'administration

Directeur général d'Expertise France - **Sébastien Mosneron Dupin**
Contrôleur général économique et financier - **Jean-Philippe Vincent**

Commissaires du Gouvernement - **Anne-Marie Descôtes**
Sandrine Gaudin

	REPRÉSENTANT NOMINATIF	SUPPLÉANT
Ministère de l'Intérieur	Sophie Hatt Directrice de la Coopération internationale (DCI)	Thierry Hartmann Chef de la division des Projets et financements multilatéraux et des Partenariats à la DCI
Ministère de la Justice	Caroline Gontran Cheffe de service des Affaires européennes et internationales	En attente de nomination
Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt	Frédéric Lambert Chef du service Direction générale de la Performance économique environnementale des entreprises	En attente de nomination
Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	Marianne de Brunhoff Déléguée aux Relations européennes et internationales et à la Coopération	Jacques-Michel Lacroix Département de la Mobilité et des Réseaux de la direction des Relations européennes et internationales
Représentant du ministre chargé de la Fonction publique	Nacer-Eddine Djider Chef du bureau Expertise internationale, Prospective et Analyse comparative des politiques de ressources humaines (DGAFFP)	Géraldine Achard-Bayle Adjointe chef de bureau Expertise internationale, Prospective et Analyse comparative des politiques de ressources humaines
Agence française de développement	André Pouilles-Duplaix Directeur du département des Appuis transversaux (DAT), directeur des Opérations	Jean-François Almanza Responsable division Appui au renforcement des capacités à la DAT

ORGANIGRAMME

Jean-Christophe Donnellier

Président du conseil d'administration
Délégué interministériel à la Coopération technique internationale

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité d'orientation relatif au développement de l'expertise technique internationale

Jean-Philippe Nadal

Conseiller spécial auprès du président

Nathalie Pilhes

Conseillère spéciale auprès du président



Auréli Holvoet
Adjointe au directeur des Opérations
Farid Tamimount
Conseiller délégué aux Financements

DÉPARTEMENT GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE ET DROITS HUMAINS

Alan Dréanic - Directeur

DÉPARTEMENT GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Isabelle Valot - Directrice

DÉPARTEMENT STABILITÉ, SÛRETÉ ET SÉCURITÉ

Jérôme Heitz - Directeur

DÉPARTEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE

Charles Hullot - Directeur

DÉPARTEMENT SANTÉ

N. - Directeur
Bureaux de coordination Santé

DÉPARTEMENT PROTECTION SOCIALE ET EMPLOI

Frédéric Sansier - Directeur

Pôle Jumelages

Alice Dapogny - Responsable

Pôle Relation experts

Yamina Doolaur - Responsable

Katya Seranusyan
Adjointe au Secrétaire général
Nadine Legret
Directrice, chargée de l'Accompagnement du changement
Stéphanie Legueret
Chargée de mission Contrôle interne et Qualité

DÉPARTEMENT AFFAIRES FINANCIÈRES

Marina Lévêque - Directrice

DÉPARTEMENT RESSOURCES HUMAINES

Christine Carpentier - Directrice

DÉPARTEMENT AFFAIRES JURIDIQUES, MARCHÉS PUBLICS ET QUALITÉ

Tristan Cazin - Directeur

DÉPARTEMENT DES SYSTÈMES D'INFORMATION

David Gomes - Directeur

Pôle Moyens généraux

Frédéric Ducoron - Directeur adjoint

Dehbia Krouk
Responsable des Affaires européennes

DÉPARTEMENT COMMUNICATION

Bénédicte Malpel - Directrice

Pôle Communication externe

Anais Rieu - Responsable

Pôle Stratégie

Farid Lamara - Responsable

Pôle Partenariats

Secrétariat du Comité d'orientation

Xavier Chambard - Responsable

Pôle Coordination géographique

Carolina Ballester - Responsable

REPRÉSENTATIONS À L'ÉTRANGER

BRUXELLES • ABIDJAN • HANOI • TUNIS

04

DES RÉSULTATS EN CROISSANCE

L'activité de l'année 2016 est à nouveau en progression ; l'agence affiche un chiffre d'affaires de 120,7 millions d'euros, en croissance de 5 % par rapport à 2015. Cette activité relève majoritairement de contrats remportés auprès de l'Union européenne ainsi que d'une progression de la commande publique française.

Ces résultats témoignent de la performance des équipes à remporter et mettre en œuvre des projets nouveaux qui contribuent au développement de l'agence et par là même à l'impact de la coopération au développement française et européenne.

*Un chiffre d'affaires en
progression qui témoigne
de la pertinence de la réforme*



ACTIF

€	Exercice 2016		
	Brut	Amort. prov.	Net
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement			
Frais de recherche & développement			
Concessions et droits similaires, brevets, licences et marque	1 265 725	597 637	668 088
Autres immobilisations incorporelles	146 596	-	146 596
Immobilisations incorporelles en cours			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations techniques, matériels et outillage	10 902	1 185	9 717
Autres immobilisations corporelles	2 297 675	836 247	1 461 428
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes sur commande d'immobilisations corporelles			
Immobilisations financières			
Participations évaluées			
Créances rattachées aux participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts			
Autres immobilisations financières	562 282	-	562 282
TOTAL (I) Actifs immobilisés	4 283 180	1 435 069	2 848 111
Stocks et en-cours			
Matières premières et consommables			
En-cours de production (biens et services)			
Produits intermédiaires, résiduels et finis			
Marchandises (à revendre en l'état)			
Avances et acomptes sur commande	9 683 367	-	9 683 367
Créances d'exploitation			
Créances résultant de ventes ou de prestations et services et comptes rattachés	1 388 574 31	613 043	1 382 443 88
Autres créances d'exploitation	962 817 4	13 187	961 498 7
Créances diverses			
Valeurs mobilières de placement			
Actions propres			
Autres titres	195 035	-	195 035
Disponibilités	87 721 536	-	87 721 536
Régularisation			
Charges constatées d'avance	1 301 469 8	-	1 301 469 8
TOTAL (II) Actifs circulant	259 100 241	626 230	258 474 011
Charges à répartir sur plusieurs exercices			
Primes de remboursement des obligations			
Écarts de conversion Actif			
TOTAL (III) Comptes de régularisation	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL I + II + III + IV + V	2 633 834 21	2 061 299	2 613 222 122

PASSIF

€	Exercice 2016	
Capitaux		
Capital		
Prime émission/fusion		10 171 899
Dotations		
Complément de dotation (état)		
Complément de dotation (organisme autre que l'État)		
Dons et legs en capital		
Affectation		
Écarts de reconversion		
Réserves		
Réserves légales		
Réserves facultatives		
Réserves réglementées		
Autres réserves		660 000
Report à nouveau (solde créditeur ou débiteur)		- 358 266
Résultat net de l'exercice (bénéfice ou perte)		- 801 430
Situation nette		
Subventions d'investissement		
TOTAL (I) Capitaux propres		9 672 203
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques		2 082 860
Provisions pour charges		5 060 138
TOTAL (II) Provisions		7 142 998
Dettes		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		39 650
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		194 530 553
Dettes sur achats ou prestations de services et comptes rattachés		38 398 260
Dettes fiscales d'exploitation, dettes sociales et dettes assimilées		4 035 154
Dettes sur immobilisations		122 208
Autres dettes d'exploitation et dettes diverses		2 931 086
Régularisation		
Produits constatés d'avances		4 450 010
TOTAL (III) Dettes		244 506 921
TOTAL IV Comptes		
		-
TOTAL GÉNÉRAL I + II + III + IV + V		261 322 122

COMPTE DE RÉSULTAT

€	Exercice 2016
Produits d'exploitation	
Vente marchandises	
Prod. vendue services	110 800 709
Chiffre d'affaires 110 800 709	
Subventions exploit.	12 536 438
Repr. sur prov., Tr. de ch	564 242
Autres produits	9 458
Total production exploitation 123 910 847	
Achat matières prem.	- 18 319
Autres achats	96 323 507
Impôts, taxes	1 403 095
Salaires et traitements	18 108 893
Charges sociales	6 826 064
Dot. aux amort.	653 552
Dot. aux prov. s/a. circ	259 038
Dot. aux prov. risq. & ch	2 395 926
Autres charges	119 670
Total charges exploitation 126 071 426	
(1) RÉSULTAT EXPLOITATION - 2 160 579	
(2) RÉSULTAT FINANCIER 79 008	
(3) RÉSULTAT COURANT - 2 081 571	
(4) RÉSULTAT EXCEPTIONNEL 1 280 141	
Participation salariés	
Impôts/les bénéfices	0
Total participation/impôt	0
Total des produits 125 383 129	
Total des charges 126 184 560	
Bénéfice ou perte - 801 430	



EN UTILISANT LE CYCLUS OFFSET
PLUTÔT QU'UN PAPIER NON
RECYCLÉ, NOTRE IMPACT
ENVIRONNEMENTAL EST RÉDUIT DE :

 **349**
KG DE MATIÈRES
ENVOYÉES EN DÉCHARGE

 **84**
KG DE CO2

 **835**
KM PARCOURUS EN VOITURE
EUROPÉENNE MOYENNE

 **8495**
LITRES D'EAU

 **1076**
KWH D'ÉNERGIE

 **566**
KG DE BOIS

SOURCES L'évaluation de l'empreinte carbone est réalisée par Labelia Conseil conformément à la méthodologie Bilan Carbone®. Les calculs sont issus d'une comparaison entre le papier recyclé considéré et un papier à fibres vierges selon les dernières données disponibles du European BREF (pour le papier à fibres vierges). Les résultats obtenus sont issus d'informations techniques et sont sujet à modification.



DIRECTRICE DE LA PUBLICATION Anne de Soucy • COORDINATRICE Anaïs Rieu • REMERCIEMENTS aux équipes du département de la Communication, avec l'appui de la direction des Opérations, du Secrétariat général et de la direction de la Stratégie, des Partenariats et de la Communication • CONSEIL ÉDITORIAL Animal pensant • CONCEPTION GRAPHIQUE Luciole
CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES Couverture : Getty images • Page 4 : Thinkstock • Page 6, 7 : Expertise France • Page 8 : Cellou Binani • Page 9 : Julien Harnais • Page 10 : MEAE • Page 11 : Practitioners' Network • Page 12 : Jim Killock • Page 13 : DFCVQ • Page 14 : Expertise France • Page 15 : Emmanuel Hasle • Page 16 : F. de La Mure/MEAE; N. Drunet/Expertise France; A. Ferrand/Expertise France; S. Peters-Desteract/Expertise France; M. Del Castell; Expertise France; F. Hivert; Expertise France; EUROsocial-II; F. de La Mure/MEAE • Page 18 : CIDSE • Page 20 : Expertise France • Page 21 : Samir Abdelmoumen; Expertise France • Page 22 : Altai Consulting; DR • Page 23 : Expertise France; DR • Page 24 : Mondher Haraga for Altai Consulting; DR • Page 25 : Domaine public; DR • Page 26 : INUSCA • Page 27 : Expertise France • Page 28 : ONPC • Page 29 : Domaine public; DR • Pages 30, 31 : Domaine public • Page 32 : Élodie Afonso/Expertise France; E. Verts • Page 33 : Alain Chhuor/Expertise France; Adrien Thomas • Page 34 : EUROsocial • Page 35 : Expertise France • Page 36 : DR; C. Di Quinzio/Expertise France • Page 37 : Cellou Binani; DR • Page 38 : DR • Page 39 : Domaine public; DR • Page 40 : Juan Antonio Segal; Mark Fischer • Page 41 : Domaine public; DR • Page 42 : Expertise France • Page 44 : A. Rieu/Expertise France; 45 : Expertise France • Page 48 : Domaine public • Page 53 : Juan Antonio Segal.



73, rue de Vaugirard
75006 Paris
01 70 82 70 82
accueil@expertisefrance.fr
www.expertisefrance.fr

